



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 1^{er} juillet.

RDC : application des recommandations des concertations nationales, des politiciens encore optimistes. Des membres de la Majorité présidentielle, plate-forme de soutien à Joseph Kabila, et de l'opposition ayant participé aux concertations nationales sont optimistes sur la mise en œuvre par le chef de l'État des recommandations de ces assises. Le chef de l'Etat congolais s'y est engagé au cours de la traditionnelle annonce à la nation à la veille de la célébration du 30 juin. Mais l'analyste politique Joseph Kongolo estime que le retard enregistré dans la mise sur pied du gouvernement d'union nationale, une des recommandations de ces concertations, est lié au flou qui entoure l'avenir politique du chef de l'État. Dans son discours à la nation, Joseph Kabila a réaffirmé son engagement à accélérer la mise en œuvre des recommandations issues des Concertations nationales «de façon méthodique mais en évitant toute précipitation». Le gouvernement d'union nationale est sans doute la plus attendue de ces recommandations en RDC. Kimbembe Mazunga, conseiller du chef de l'État, voit en cette affirmation une «promesse» du numéro un de la République. Le député national Piko Mwepu de la Majorité présidentielle note une volonté de Joseph Kabila « d'amener tous les fils sur le chemin de la cohésion nationale ». Il estime que le chef de l'État prend son temps afin de bien juger de la situation avant de désigner les membres du nouveau gouvernement. Un avis partagé par les opposants qui ont participé aux concertations nationales. «Nous pensons que ce sera une bonne chose parce que, déjà, il a commencé à matérialiser ce qu'il avait dit. Il a publié l'amnistie. La suite, ce que tout le monde attend, s'il le matérialise, bon... que Dieu soit loué. Nous pensons qu'il va tenir à sa parole», espère le député Omer Egwake. Dans le même sens, Joseph Olengankoy, aussi membre de l'opposition, dit voir en Joseph Kabila «un grand responsable de la République». Il attend cependant de voir « sa foi démontrée par les œuvres». **«Kabila hésite sur son avenir politique»**. L'analyste politique Joseph Kongolo estime que le retard enregistré dans la mise sur pied du gouvernement d'union nationale promis par le chef de l'Etat en octobre 2013 est dû au fait qu'il hésite sur son avenir politique. «Le temps pris par le chef de l'État s'explique par le fait qu'il n'a pas pris de précision sur ce qu'il doit être, et qu'il subit les pressions internationales, les pressions de la rue, les pressions de l'opposition aujourd'hui, Et je crois que c'est cette incertitude de son avenir politique qui joue en profondeur sur ce retard sur la mise en place du gouvernement de cohésion nationale», estime-t-il. M. Kongolo évoque deux scénarios. L'un, dans le cas où Joseph Kabila décide de « faire un forcing » en restant au pouvoir au-delà de 2016 et l'autre, dans le cas où il ne se représente pas. « S'il précise sa vision politique de manière à faire un forcing électoral pour avoir un troisième mandat présidentiel, il n'est pas constitutionnel. En ce moment là, il doit mettre en place un gouvernement de kamikaze pour opérer le forcing. Et si c'est pour arrêter en 2016, je crois qu'il doit mettre sur pied un gouvernement qui soit capable de séduire suffisamment la population de manière à ce qu'il atterrisse politiquement en douceur et en harmonie avec la population», suppute-t-il. (Radio Okapi)

Foire touristique de Goma : « une manière de consolider la paix ». Le conseiller du ministre provincial de l'Environnement au Nord-Kivu, Axel Mutiya, affirme que l'organisation de la 7^e édition de la Foire touristique de Goma est une « manière de consolider la paix et la stabilité » au Nord-Kivu. Cette foire a été ouverte le dimanche 29 juin. Pendant 40 jours, des commerçants et artistes de cette province et des pays voisins vont notamment exposer des œuvres et des produits culinaires.

Sud-Kivu : les affrontements entre Fardc et miliciens de Yakutumba auraient fait 12 morts. Douze miliciens de la coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo dirigée par Yakutumba auraient été tués dans des combats qui opposent depuis une semaine ce groupe armé aux Forces armées de la RDC, le long du lac Tanganyika en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Selon le commandant du 1004^e régiment de l'armée, le colonel Jaguar Rutarara, cinq autres combattants Mai-Mai de Yakutumba auraient aussi été capturés. Un bilan contesté par les miliciens.

Les Congolais du Burundi fêtent l'anniversaire de l'indépendance en famille. L'ambassade de la RDC au Burundi n'a pas organisé des festivités solennelles pour célébrer le 54e anniversaire de l'indépendance du pays. Les Congolais vivant dans ce pays ont fêté cet anniversaire en famille. Mais ils estiment que leur ambassade devrait organiser des festivités officielles pour cet anniversaire.

Bunia: controverse autour de l'occupation des maisons de l'Etat. Plusieurs agents de l'Etat occupent illégalement les maisons qui appartiennent au domaine public. La plupart d'entre eux ne payent pas le loyer conformément aux dispositions légales, a déploré vendredi 27 juin à Bunia le chef du service de l'Urbanisme en Ituri lors d'une réunion avec tous les occupants de ces maisons. De leur côté, les agents concernés exigent au gouvernement de payer leurs indemnités de logement supprimées depuis une dizaine d'années de leur bulletin de paie.

RDC : la Cenco met en garde contre toute modification de l'article 220 de la constitution. L'église catholique invite la population congolaise à tout mettre œuvre pour protéger la nation congolaise, notamment en empêchant toute tentative de révision de l'article 220 de la Constitution. Dans un message publié mardi 1er juillet à Kinshasa, à l'occasion des 54 ans d'indépendance de la RDC, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) s'engage à utiliser tous les moyens appropriés pour que le peuple congolais ne soit pas «pris en otage par des pratiques politiciennes qui sacrifient l'intérêt supérieur de la nation». «Nous désapprouvons également toute sorte d'initiative qui, sans modifier directement l'article 220, viserait à le vider de son contenu essentiel», a affirmé le secrétaire général de la Cenco, l'abbé Leonard Santedi, livrant le message de l'église à la presse. La Cenco dit soutenir les élections des députés provinciaux, des maires et des bourgmestres par mode de scrutin direct. «Nous désapprouvons tout mode de scrutin qui priverait le souverain primaire de son droit de désigner ses gouvernants et de participer directement à la gestion de la cité», a-t-il expliqué. Selon l'abbé Santedi, l'article 220 de la constitution protège les options fondamentales relatives à la nature de l'Etat congolais, qui est une République et non une monarchie, et à la nature du pouvoir politique. «Ce pouvoir ne peut être ni personnalisé, ni autocratique et dictatorial», a-t-il insisté. Tout en saluant les efforts du gouvernement congolais dans la reconstruction du pays, la Cenco promet d'utiliser «des moyens appropriés» pour sensibiliser la population et de défendre les options fondamentales qui sauvegardent la jeune démocratie congolaise et sa stabilité. Le gouvernement a proposé un projet de loi relatif à la révision de certains articles de la constitution, sans préciser lesquels. La plupart des députés interrogés affirment que cette révision constitutionnelle devrait concerner le mode de scrutin sénatorial, provincial et celui des gouverneurs. (Radio Okapi)

Fizi : la Société civile appelle le gouvernement à dialoguer avec les Maï-Maï. La société civile de Fizi condamne les affrontements qui opposent depuis une semaine les miliciens Maï-Maï aux Forces armées de la RDC dans ce territoire du Sud-Kivu. Elle a appelé lundi 30 juin, en marge de la célébration des 54 ans d'indépendance de la RDC, le gouvernement à dialoguer avec ces miliciens. Pour Apolo Musambya, secrétaire rapporteur de cette structure citoyenne, le territoire de Fizi, longtemps déchiré par des guerres à répétitions, a maintenant besoin de la paix.

Province Orientale : des policiers stagiaires formés à Bunia vivent dans des conditions difficiles. Deux cent quatre-vingts policiers stagiaires venus de Kisangani pour suivre la formation de police de proximité à Bunia (Province Orientale) vivent dans des conditions difficiles. Certains parmi eux ont affirmé, mardi 1er juillet, qu'ils manquent non seulement de nourriture, mais aussi de moyens pour leurs soins de santé. Tous ces policiers sont hébergés au centre de formation de la Police nationale congolaise (PNC). De nombreux élèves policiers déclarent être incapables de laver leurs tenues, faute d'argent pour acheter le savon.

Barrage de Katende : le RDC emprunte 82 millions USD pour achever les travaux. Le gouvernement de la RDC a reçu un prêt de 82 millions de dollars américains d'Exim Bank of India pour l'achèvement des travaux de construction du barrage hydroélectrique de Katende. L'accord entre les deux parties a été signé en fin de semaine dernière à New Delhi. Cette information donnée par le quotidien « Le Potentiel » est confirmée par une source de la Société nationale d'électricité (Snel). Ce fonds permettra ainsi de relancer le projet Katende qui nécessite d'un grand financement pour être bouclé. Selon les échéances arrêtées de commun accord, la remise de l'ouvrage à la RDC doit intervenir avant fin 2016. La centrale hydroélectrique de Katende devrait être construite sur la rive droite de la Luluwa, à près de 10 km de la mission catholique Bunkond, et environ 70 km de Kananga, au Kasai-Occidental. D'une capacité de 64 mégawatts, elle est destinée à desservir les deux provinces du Kasai en énergie électrique. Il est prévu la construction de deux lignes pour le transport de l'énergie électrique produite par Katende. La première, longue de 130 km, reliera Kananga à Mbuji-Mayi en passant par Tshimbulu, chef-lieu du district du Kasai. Elle va contribuer au renforcement et à la relance du réseau ferroviaire dans l'espace kasaïen. De seulement 30 km de long, la deuxième ligne ira de Kananga jusqu'à Bunkonde, une localité du territoire de Dibaya, au Kasai Occidental. En 2011, le président de la RDC, Joseph Kabila, avait procédé au lancement des travaux de la construction du barrage de Katende suite à l'accord de financement qui avait été signé entre la RDC et le gouvernement

indien. Le coût global des travaux s'élevait à 280 millions de dollars américains, dont 168 millions à décaisser par l'Inde et 112 millions par la partie congolaise. (Radio Okapi)

Mercredi 2 juillet.

RDC : la Cenco appelle le gouvernement à garantir la tenue des élections dans les délais. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) appelle le gouvernement congolais à garantir la tenue des prochaines élections dans les délais. Dans leur message adressé à la nation mardi 1er juillet, à l'occasion des 54 ans de l'indépendance de la RDC, les évêques congolais ont aussi invité la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à respecter les exigences du cycle électoral, et le Parlement congolais à s'abstenir de voter des modifications constitutionnelles susceptibles de rompre les valeurs fondamentales acceptées par l'ensemble du peuple.

Nord-Kivu : les Raïa Mutomboki occupent le tronçon entre Walikale et Hombo. Les combattants de Raïa Mutomboki occupent depuis trois jours le tronçon entre la cité de Walikale et la localité de Hombo, à une centaine de kilomètres du chef-lieu du territoire de Walikale, en allant vers Bukavu. Selon l'administrateur du territoire, Marie Bangwene, le trafic est paralysé sur cet axe depuis les affrontements entre deux factions Raïa Mutomboki trois semaines plus tôt.

Equateur: un chef de centre d'examen d'Etat agressé à Bolomba. Les candidats à l'examen d'Etat ont tabassé, jeudi 26 juin, le superviseur et sa délégation, dans le centre de Bolomba 7 situé à 200 km de Mbandaka (Equateur). Selon les témoins, ces finalistes du secondaire ont d'abord refusé de remettre, à l'heure indiquée, leurs copies. Ils se sont ensuite emparés de la malle de questionnaires qu'ils ont déchirés. Selon l'inspectrice principale provinciale de l'EPSP à l'Equateur I, Brigitte Nyapudre ce chef de centre a été tabassé pour s'être opposé à une tentative de corruption orchestrée par les candidats à l'examen d'Etat. Brigitte Nyapudre envisage déjà des sanctions administratives à l'endroit des coupables, sans les préciser. La commissaire provinciale de l'EPSP, Jeanne Ebamba a de son côté recommandé des « sanctions exemplaires » à l'endroit des agresseurs.

Une ONG recense une dizaine de cas de tortures en juin à Tshikapa. L'ONG « Union pour le développement de l'humanité » a recensé une dizaine de cas de torture au mois de juin dernier dans les cachots de la police et du parquet à Tshikapa (Kasaï-Occidental). Son coordonnateur, François Ntumba, l'a annoncé mardi 1er juillet à l'issue d'une rencontre organisée en marge de la journée internationale contre la torture célébrée le 26 juin dernier.

Zongo : le maire sollicite le rapatriement des réfugiés centrafricains. Michel Siazoye Yeke Yeke, le maire de Zongo, ville frontalière à Bangui, sollicite le rapatriement de sept cent cinquante réfugiés centrafricains cantonnés dans cette ville depuis jeudi dernier. Il a émis son souhait mardi 1er juillet à l'occasion d'une rencontre entre le comité local de sécurité, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la commission nationale pour les réfugiés (CNR).

Kalemie: départ à la retraite d'une trentaine d'agents de la SNCC. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) a envoyé mardi 1er juillet trente de ses agents en retraite dans le territoire de Kalemie, à 1300 km de Lubumbashi (Katanga). Il s'agit des membres du personnel de cette société ayant atteint 65 ans d'âge pour les hommes et 60 ans pour les femmes. L'entreprise entend redynamiser ses activités avec le recrutement des jeunes.

RDC: suspension du trafic sur le tronçon routier Kinshasa-Ilebo. Les activités commerciales sont à l'arrêt sur le tronçon Kinshasa-Ilebo via la rivière Katembo, après que l'Office des routes (OR) a annoncé les travaux de reconstruction du pont Lubudi (Kasaï-Occidental). Dans un communiqué de presse daté du 1er juillet, le gouverneur Alex Kande Mupompa, a suspendu le trafic sur cette route pendant 45 jours et la circulation de véhicules est interdite dans les deux sens quelles que soient leurs catégories.

Fin de l'année scolaire : une ONG prime les meilleurs élèves du collège Boboto. La fondation Nicolas Kahasha a primé les meilleurs lauréats du collège Boboto, à l'occasion de la clôture de l'année académique 2013-2014. Les meilleurs élèves de chaque promotion allant de la 1ère année primaire à la 5e année secondaire ont reçu chacun un diplôme d'excellence. Ils bénéficient aussi d'une bourse d'études couvrant tous les frais de l'année scolaire prochaine.

RDC : Maker Mwangi annonce un classement annuel des écoles. L'année scolaire 2013-2014 a été clôturée mardi 2 juillet sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC). Au cours d'une cérémonie officielle à Kinshasa, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPS), Maker Mwangi, a annoncé la publication annuelle d'un palmarès de classification des écoles du pays-de la maternelle jusqu'au secondaire-selon une grille de cotation en pourcentage. Parmi les critères retenus, il y a

la gestion administrative, financière de l'école, de son patrimoine ainsi que la gestion psychologique. Selon lui, chaque parent doit savoir dans quelle école il amène son enfant. Et les parents et le ministère de tutelle doivent collaborer pour améliorer la qualité de l'enseignement en RDC, a-t-il souhaité. (Radio Okapi)

Désarmement des FDLR : l'option militaire reste sur la table, selon le général Wafy. Près de 200 rebelles rwandais des FDLR, ayant rendu les armes, et quelque 400 de leurs dépendants attendent dans les camps de la Monusco leur rapatriement vers le Rwanda. Le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC, Abdallah Wafy, l'a indiqué mercredi 2 juillet au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations Unies à Kinshasa. Le général Wafy a néanmoins prévenu que l'option militaire reste valable pour les éléments des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda réfractaires.

Sud-Kivu: des militaires tracassent la population à Magoba et Gahira. Des Forces armées de la RDC ont érigé depuis 6 mois deux barrières dans les villages de Magoba et Gahira à 30 km de Minova-centre, dans le Sud-Kivu. Ils exigent entre 100 à 200 francs congolais (1 à 2 centimes de dollars américains) à chaque passage d'hommes et de marchandises. La société civile de Minova exige le démantèlement de ces barrières illégales. Pour le commandant de ce bataillon, ces militaires dépendent de cette perception pour leur survie.

Jeudi 3 juillet.

Les députés du Nord-Kivu ne veulent pas de FDLR dans cette province. Le Caucus des députés du Nord-Kivu invite le gouvernement et ses partenaires au respect des conventions internationales en matière de cantonnement des réfugiés. Dans une déclaration faite mercredi 2 juillet au Palais du peuple à Kinshasa, ces élus demandent que les combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) qui ont volontairement déposés les armes soient acheminés en dehors de leurs anciennes zones d'influence que sont le Nord et Sud Kivu.

Assassinat de Mamadou Ndala: l'Asadho réclame l'accélération de l'enquête. Six mois après l'assassinat du colonel Mamadou Ndala qui commandait le 42^e bataillon commando des Forces armées de la RDC au Nord-Kivu, l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) a appelé mercredi 2 juillet les autorités judiciaires de cette province à accélérer l'instruction de ce dossier. Mamadou Ndala avait été tué le 2 janvier dernier dans une embuscade tendue par des hommes armés non loin de l'aéroport de Beni (350 km de Goma). L'Asadho regrette que des personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur cet assassinat n'aient pas été présentées à un juge depuis six mois. «Que les autorités politiques respectent l'indépendance de la justice pendant le déroulement des enquêtes», a demandé l'Asadho dans un communiqué. L'ONG appelle par ailleurs la communauté internationale à s'impliquer pour que la vérité soit connue sur la mort de Mamadou Ndala. Quatorze militaires et un civil ont été interpellés pour enquête sur cette affaire. Deux gardes du corps du colonel Mamadou Ndala et quatre officiers miliciens militaires sont au nombre des militaires arrêtés. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: 300 casques bleus sénégalais déployés à Goma. Environ 300 casques bleus sénégalais de l'unité spéciale «FPU» sont déployées, depuis le week-end dernier, à Goma (Nord-Kivu) dans le cadre de la restructuration de la Mission de l'Onu pour la stabilisation en RDC (Monusco). Un programme qui implique le redéploiement de l'essentiel des forces de sécurité et du personnel civil de cette mission de l'Onu dans l'Est du pays conformément à la résolution 2147 du conseil de sécurité de l'Onu.

Zongo: rapatriement progressif des Centrafricains. Le maire de Zongo, Michel Siazoye Yeke Yeke, annonce que des Centrafricains hébergés dans le camp de Mole regagnent progressivement Bangui. Grâce à une baleinière affrétée par le gouvernement centrafricain, quatre rotations ont été effectuées entre Bangui et le port de Zongo mercredi 2 juin. Elles ont transporté plusieurs personnes qui ont renoncé à leur statut de réfugié, dénonçant les mauvaises conditions de vie dans ce camp aménagé par la HCR.

Industrie extractive : la RDC déclarée « pays conforme » en matière de transparence. Le conseil d'administration de l'initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) a déclaré la RDC « pays conforme » en matière de transparence, lors de sa réunion tenue mercredi 2 juillet à Mexico (Mexique). Avec cette conformité, le pays échappe à la menace de radiation du processus ITIE qui pesait sur lui après sa suspension temporaire pour douze mois en avril 2013.

Des miliciens attaquent une embarcation à Kabanga et emportent 70 fûts d'essence. Des miliciens Maï-Maï ont arraisonné dans la nuit de mardi à mercredi 2 juillet une embarcation, en provenance d'Uvira (Sud-Kivu), qui naviguait sur le lac Tanganyika au large de la localité de Kabanga dans le Nord du Katanga. Ils ont emporté les 70 fûts d'essence que transportait l'embarcation avant de la laisser poursuivre son voyage à destination de Kalemie.

Nord-Kivu: l'armée lance les opérations militaires contre les miliciens de Cheka. Les Forces armées de la République démocratique du Congo ont lancé depuis lundi dernier des opérations militaires contre les combattants de Nduma Defense of Congo (NDC) de Cheka dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. Ces actions sont menées sur les axes Walikale-Kibua dans le groupement Ihana, et Kashebere-Kibua dans le groupement Luberiki, ont affirmé des sources de l'armée.

Kinshasa : des médecins israéliens vont soigner gratuitement les affections des yeux. Des médecins israéliens de l'ONG «Eye from Zion» vont soigner gratuitement les malades souffrant de diverses affections oculaires à l'hôpital général de Kinshasa, ex-Mama Yemo. Ces médecins sont arrivés mercredi 2 juillet à Kinshasa, en provenance d'Israël, sur une initiative de LR Group, l'entreprise israélienne qui exploite le Domaine agro-industriel et présidentiel de la N'sele (New Daipn). Selon Moshe Turiski, chargé de mission de LR Group, il s'agit d'une action sociale de son entreprise en faveur de la population locale.

RDC : Lambert Mende recommande aux évêques de ne pas violer la constitution. Le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, recommande aux évêques de l'Eglise catholique de ne pas violer la Constitution de la République, « en interdisant ce qu'elle [la constitution] autorise ou en autorisant ce qu'elle [la constitution] interdit ». Au cours d'une conférence de presse qu'il a organisée jeudi 3 juillet à Kinshasa, il a indiqué que l'exécutif national désapprouve « un procès d'intention » sur une éventuelle révision de la constitution que lui prête la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dans son message « Protégeons notre nation » publié mardi dernier à l'occasion du 54e anniversaire de l'indépendance de la RDC.

Massacre de Mutarule : HRW condamne l'inaction du gouvernement et de la Monusco. Human Rights Watch (HRW) accuse l'armée congolaise et les forces de la Mission de l'Onu en RDC (Monusco) de ne pas être intervenues pour arrêter l'attaque perpétrée contre des civils à Mutarule, dans le Sud Kivu, le 6 juin dernier. Dans un communiqué publié jeudi 2 juillet, l'ONG internationale affirme que les forces congolaises et onusiennes, en poste à proximité, avaient été averties à plusieurs reprises. Mais, elles n'ont pas agi pour arrêter ce massacre, accuse HRW. Au moins 30 civils avaient été tués dans l'attaque perpétrée par des hommes armés.

RDC: Lumumba était aussi un héros pour l'Afrique, affirme Martin Kobler. Le patron de la Monusco, Martin Kobler, a indiqué que «Lumumba était aussi un héros pour l'Afrique». Il l'a affirmé, jeudi 3 juillet, au lendemain de la commémoration du 54e anniversaire de l'indépendance de la RDC. Pour honorer la mémoire de Lumumba, considéré comme le héros de l'indépendance congolaise, Martin Kobler a déposé une gerbe de fleurs devant son stèle, érigé à la Place de l'échangeur dans la commune de Limete, à Kinshasa.

Uvira : les pêcheurs sommés d'abandonner les filets à petite maille. Le service de l'environnement et de la conservation de la nature du territoire d'Uvira au Sud-Kivu a lancé le 1er juillet un ultimatum de cinq jours aux pêcheurs pour détruire leurs filets à petite maille. Cette mesure est destinée à protéger et favoriser la croissance des petits poissons pêchés à l'aide de ces filets. Le chef de cellule de conservation de la nature à Uvira, Jimmy Shekahogo, prévient les pêcheurs que son service va raver et détruire tous les filets prohibés à l'expiration de l'ultimatum. Il promet également d'arrêter et de traduire en justice les propriétaires de ces filets.

RDC: les ADF-Nalu sur la liste noire de l'ONU. Le Conseil de sécurité a inscrit les rebelles ougandais de l'ADF sur la liste noire de l'ONU. Une décision qui fait suite à une offensive des forces de l'ONU et des forces congolaises contre ce groupe armé islamiste actif dans l'est dans la RDC. L'ADF, alias l'Armée nationale de libération de l'Ouganda, vient rejoindre une longue liste de groupes armés sanctionnés par l'ONU dans l'est de la RDC. Ce groupe islamiste est ancien, mais mal connu. Une mission d'experts de l'ONU l'an dernier a conclu que l'ADF n'a plus de véritable agenda politique. Ses quelque 1 200 combattants encore actifs se contentent de rançonner, piller et terroriser les populations du Nord-Kivu. Le Conseil de sécurité lui reproche notamment les enlèvements d'enfants pour en faire des enfants soldats. (RFI)

Vendredi 4 juillet.

RDC : l'attente du gouvernement de cohésion nationale paralyse l'administration, selon le député Lokondo. L'administration publique en RDC est paralysée en attendant la formation du gouvernement de cohésion nationale, une promesse du chef de l'Etat congolais Joseph à la clôture des concertations nationales en octobre 2013. Le député de la majorité Henri-Thomas Lokondo qui a fait cette observation jeudi 3 juillet estime que les activités sont bloquées, non seulement dans le gouvernement, mais aussi dans les entreprises publiques. Le porte-parole du gouvernement relativise. Il parle de ralentissement d'activités et non de paralysie.

RDC: jusqu'où ira la plainte de l'opposition contre Malumalu ? Une semaine après le dépôt de la plainte d'une frange de l'opposition politique au Parquet général de la République contre le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), le Procureur général de la République se dit toujours non saisi. Le document traîne encore au niveau de ses services. Mais quelle suite pourrait être réservée à cette plainte ? Certains juristes sont optimistes quant à l'aboutissement de la démarche de l'opposition, d'autres pensent qu'une telle plainte ne pourra qu'être classée sans suite. Selon certains constitutionnalistes, la plainte de l'opposition contre le président de la Ceni, Apollinaire Malumalu ne pourra qu'être classée sans suite. Le président de la Ceni est un justiciable de la Cour de cassation (dont les prérogatives sont assumées par l'actuelle Cour suprême de justice) et est couvert des immunités. Le professeur Jacques Djoli, après analyse de cette plainte sur le plan politique et pénal, se dit pessimiste: «Sur le plan strictement du droit pénal, quel gain politique les amis peuvent tirer ? Parce qu'étant maître de la poursuite de notre système judiciaire, je ne pense pas que le Procureur va ouvrir une enquête. Je suis sûr que c'est une affaire qui sera classée sans suite.» Sur le plan de la procédure, le professeur Jean-Louis Esambo croit de son côté qu'il y a suffisamment d'éléments pour fonder la conviction du magistrat du Parquet afin d'engager des poursuites contre le président de la Ceni: «Malumalu, comme président de la commission électorale nationale indépendante a rang de ministre et donc, justiciable de la Cour de cassation. Pour être poursuivi, il y a toute une procédure particulière qui concerne les ministres. C'est-à-dire le Procureur général de la République doit demander l'autorisation de l'Assemblée nationale, qui devra se prononcer à la majorité absolue de ses membres.» Cette plainte, initiée par plus de cent vingt forces sociales et politiques de l'opposition a été déposée jeudi 26 juin à Kinshasa, au cabinet du Procureur général de la République. Les signataires accusent le président de la Commission électorale nationale indépendante «d'atteinte aux droits garantis aux particuliers et violation des lois de la République», notamment pour son refus de «reconfigurer son calendrier» électoral partiel publié le 26 mai dernier. Mais, la majorité au pouvoir avait aussitôt réagi, qualifiant cette démarche de l'opposition d'«un coup d'épée dans l'eau, qui n'aboutira presque jamais.» (Radio Okapi)

Les taxes supprimées dans le secteur fluvial et lacustre continuent d'être perçues. Les services opérant dans le secteur fluvial et lacustre continuent de percevoir les taxes illégales supprimées, depuis deux semaines, par un arrêté signé par les vice-Premiers ministres du Budget et de la Défense nationale. Radio Okapi l'a constaté, jeudi 3 juillet, après un tour effectué dans les différents ports de Kinshasa. L'arrêté supprimant le trop plein de taxes prévoit des sanctions administratives et pénales, conformément à la loi, contre les services qui perçoivent ces taxes à «caractère illégal». Parmi les services indexés : le Commissariat fluvial, la DGM, la DGDA, les FARDC et la police.

Uvira: une ONG locale dénonce le port d'armes de guerre par les civils. L'ONG Life Action dénonce la circulation et la détention d'armes de guerre par les populations civiles dans plusieurs localités des groupements de Kigoma et de Bijombo dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira (Sud-Kivu). Dans son rapport hebdomadaire déposé vendredi 4 juillet matin à l'auditorat militaire de la garnison d'Uvira, cette ONG locale explique que ce phénomène s'est accru depuis le dernier massacre de Mutarule.

Kasaï-Oriental : plus de 450 cantonniers réclament 4 mois de prime à la CTB. Plus de 450 cantonniers des Comités locaux d'entretien des routes (Cler) réclament 4 mois de prime auprès de la coopération technique belge (CTB). Ces ouvriers travaillent à la réhabilitation des routes entre Ngandajika, Kabinda et Bakoma, puis entre Lusambo et Lubefu, en passant par Dimbelenge. Le représentant des coordinations de comités locaux d'entretien de route, Jules Shongo, dit être empêché de retourner dans son village suite à la menace des cantonniers.

Fikin : les travaux encore en cours la veille de l'ouverture annoncée. L'ouverture de la Foire internationale de Kinshasa (Fikin) est prévue samedi 5 juillet dans la capitale congolaise. Jusqu'au 4 août prochain, diverses activités y sont prévues sous le thème «Les Petites et moyennes entreprises, moteurs de développement de la RDC». Pourtant, à la veille de cette ouverture annoncée, la foire semble n'être encore qu'un vaste chantier.

La SADC, la CIRGL et l'Onu accordent 6 mois aux rebelles rwandais des FDLR pour se rendre. La Communauté des Etats de l'Afrique australe (SADC), la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) et les Nations unies accordent un délai de six mois aux rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) pour se rendre. Les représentants de ces organisations en ont convenu ainsi mercredi 2 juillet dernier, à l'issue des travaux consacrés principalement au désarmement volontaire de ces rebelles. Cette réunion tenue à Luanda, en Angola, avait pour objectif l'élaboration d'un plan d'action qui facilite ce désarmement.

Kinshasa : Jill Biden promet le soutien de son pays aux femmes de la RDC. L'épouse du vice-président américain Joe Biden est arrivée jeudi 3 juillet en RDC dans le cadre d'une tournée africaine qui devrait aussi la mener en Zambie et en Sierra Leone. A Kinshasa, le docteur Jill Biden a rencontré plusieurs personnalités

féminines de la vie politique, économique et sociale du pays. Elle s'est engagée, au nom de son pays, à aider les femmes de la RDC à devenir des voies de changement.

Samedi 5 juillet.

Nord-Kivu: les autorités de Burungu réclament un déploiement de l'armée et de la police. Le chef du groupement Bashali Kayembe plaide pour un déploiement de l'armée et de la police à Burungu, dans le Nord-Kivu. Dans appel lancé vendredi 4 juillet, Tumaini Bahati invite les forces de sécurité à venir mettre fin aux exactions des miliciens APCLS et Nyatura dans cette localité. Selon lui, les violences causées par ces miliciens ont déjà causé le déplacement de plus de 1 600 ménages loin de chez eux.

Katanga: les déplacés réclament la présence de la Monusco à Mitwaba. Le président des déplacés de Mitwaba (Katanga), Désiré Kabila Kazadi, appelle la Monusco à s'installer dans ce territoire pour faciliter la reddition des combattants Maï-Maï. Pour lui, les personnes qui ont fui l'activisme des miliciens dans ce territoire ne peuvent pas retourner dans leurs villages tant que ces combattants n'auront pas désarmé.

Nord-Kivu : des militaires accusés de vols et d'extorsions à Bweremana. Le président de la société civile de Bweremana, Jean-Paul Kazungu, accuse des militaires congolais de commettre des exactions contre les habitants de cette localité du Nord-Kivu. Il a déclaré vendredi 4 juillet à l'issue du conseil local de sécurité que des Fardc volent et perçoivent des taxes illégales.

Sud-Kivu: un commandant des FARDC abattu par un soldat à Bunyakiri. Un soldat a abattu vendredi 4 juillet dans la matinée le lieutenant Madidi, commandant de l'armée congolaise chargé de la paie des militaires au 902e régiment de l'armée à Bunyakiri dans le territoire de Kalehe. Selon un activiste des droits de l'homme qui livre cette information, ce meurtre ferait suite au refus du commandant de payer les salaires des soldats de mai et juin.

Katanga: 11 tombes profanées au cimetière de Kilwa. Onze tombes ont été profanées ces derniers jours au cimetière de la cité de Kilwa dans le territoire de Pweto. C'est ce qu'a révélé vendredi 4 juillet le chef du secteur Moero, Shadrak Kazembe. Il s'est rendu dans ce cimetière en compagnie de quelques membres des services de sécurité.

Kinshasa : l'ouverture la Fikin reportée au samedi 12 juillet prochain. La Foire internationale de Kinshasa (Fikin) ouvrira ses portes samedi 12 juillet prochain. L'ouverture devrait avoir lieu ce samedi. Les organisateurs justifient ce report « par des raisons techniques » sans donner d'autres détails. Jusque vendredi dans la soirée, certains kiosques aménagés pour occuper les vacanciers à la Fikin étaient encore vides. D'autres étaient encore en construction.

Bunia: des plaintes sur la lenteur des travaux d'asphaltage du boulevard de Libération. Les habitants de Bunia se plaignent de la lenteur des travaux d'asphaltage du boulevard de Libération ainsi que de l'interruption de l'entretien de la route qui va du Rond-point Gorille à l'aéroport. Les travaux exécutés par la Société Ingénierie sur le boulevard de Libération sont interrompus depuis près d'un mois.

Kinshasa : la mission humanitaire israélienne soigne gratuitement la cataracte. La mission humanitaire israélienne conduite par l'entreprise LR Group en collaboration avec l'ONG locale « Afya Yetu » offrent des soins gratuits la cataracte et autres maladies liées aux yeux telles que la chirurgie plastique et l'occuloplastique. Les soins qui ont commencé jeudi dernier prendront fin mercredi 9 juillet prochain. Selon les organisateurs seuls environs 120 personnes bénéficieront de ces soins qui se donnent à l'hôpital général de référence de Kinshasa.

Bandundu : vive tension à Kasongo Lunda après une altercation entre jeunes et policiers. La tension est perceptible ce samedi 5 juillet dans le territoire de Kasongo Lunda (Bandundu), a affirmé le président de la société civile locale, Prosper Njore. Selon lui, des jeunes et des policiers se sont heurtés dans un endroit public où un parti politique avait placé un écran géant pour permettre à la population de suivre les matches du Mondial Brésil 2014. Pendant que ces jeunes suivaient le match Brésil-Colombie (2-1) des quarts de finale, le numéro 1 de la police faisait plusieurs tours là où ils étaient. Les jeunes ont qualifié ses mouvements de provocation. Ils l'ont hué, a raconté Prosper Njore. Furieux, le responsable de la police, Esanga Yenga Yenga Junior, a demandé du renfort. Ses hommes arrivés sur le lieu ont brutalisé tous les jeunes trouvés sur place. Ils ont confisqué l'écran géant, arrêté quelques jeunes et blessé une personne, a ajouté le président de la société civile. (Radio Okapi)

Dimanche 6 juillet.

RDC: plaidoyer pour l'installation «rapide» de la Commission nationale des droits de l'homme. L'ONG Forum pour les droits des jeunes et enfants plaide pour la mise en place «rapide» de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) ainsi que l'adoption, au Parlement, d'une loi de protection des défenseurs des droits humains. Au cours d'une matinée d'informations organisée samedi 5 juillet à Kinshasa, la présidente de cette structure, Annie Bambe, a indiqué que l'Etat congolais «a rejeté des recommandations de la République Tchèque» pour l'installation de cette commission.

Dungu: les membres d'un réseau maffieux dans le filet de la police. Les membres d'un réseau maffieux qui escroquaient les opérateurs économiques à Dungu, à plus de 500 km de Kisangani (Province Orientale), ont été arrêtés, vendredi 4 juillet, par la police nationale congolaise. Le commandant de la police, major Guy Marandi, a affirmé avoir arrêté cinq parmi ces escrocs y compris celui qui avait tenté de fuir. Ces voleurs se faisaient passer pour des représentants de certaines ONG étrangères et comme fournisseurs des certains produits en vue d'escroquer de l'argent et autre bien des tierces.

RDC: le gouvernement appelé à payer les travailleurs de la SNCC. Le président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, appelle le gouvernement central à payer les travailleurs de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Il a lancé cet appel, samedi 5 juillet, à l'issue d'une rencontre entre le gouverneur du Katanga et l'administrateur délégué de cette entreprise publique, à Lubumbashi, chef-lieu du Katanga.

Katanga: des bandits armés créent l'insécurité à Lubumbashi. Des bandits armés créent, depuis une semaine, l'insécurité dans la ville de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Ces assaillants ont abattu, jeudi 3 juillet, un motard non loin de chez lui, au quartier Upemba, dans la commune de Katuba, où un réseau de bandits était démantelé, quelques jours avant, par la police nationale congolaise. Le bourgmestre de cette commune affirme avoir appréhendé une quinzaine de femmes et cinq hommes qui faisaient partie de ce réseau.

Kisangani: des jeunes empêchent la célébration d'une messe à la Paroisse Sainte-Famille. Des jeunes chrétiens ont empêché, dimanche 6 juillet, au curé de la Paroisse Sainte-Famille de célébrer l'eucharistie et aux fidèles d'accéder dans la Paroisse Sainte-Famille, à Kisangani (Province Orientale). Ces jeunes agissent ainsi pour protester notamment contre la mauvaise gestion de leur curé. La police est déployée sur le lieu pour prévenir à un éventuel débordement et perturbation de l'ordre public. Des sources courantes renseignent qu'ils ont verrouillé, tôt le matin, les grilles d'entrée de la Paroisse Sainte Famille et sur les murs de la clôture, ils ont affiché un message dénonçant la mauvaise gestion de leur curé.

Kasaï-Oriental : tension à Ngandajika après la mort de 2 personnes. Une tension est perceptible après la mort, mardi dernier, de deux habitants du groupement de Kande dans le territoire de Ngandajika (Kasaï-Oriental). Selon l'administrateur du territoire qui a livré cette information dimanche 6 juillet, ces personnes sont mortes après des affrontements qui les ont opposés aux habitants du village voisin de Nzaji. Les deux parties se disputaient un feu de brousse dans une savane.

Promiscuité et soins de santé précaires: le lot quotidien des expulsés de Brazzaville. Les retournés de Brazzaville hébergés dans le site de transit de Maluku, à l'extrême Est de Kinshasa, vivent dans des conditions difficiles. Radio Okapi qui les a visités dimanche 6 juillet a constaté que ces deux mille quatre cents personnes vivent sous des bâches dans une promiscuité totale et la prise en charge médicale est précaire. Elles reçoivent de façon intermittente quelques dons des particuliers et du ministère des Affaires sociales.

Katanga : un activiste des droits de l'homme arrêté à Kalemie. La police nationale congolaise (PNC) de Kalemie au Katanga a arrêté, depuis jeudi 3 juillet, le coordonnateur de l'ONG Voix des minorités indigènes (VMI), Georges Mbuyu. Le commissaire de district de Tanganyika qui a ordonné son arrestation l'accuse d'inciter les communautés pygmées et bantous au conflit.

Lundi 7 juillet.

Sud-Kivu : la société civile dénonce la présence de quatre groupes armés à Kalehe. Le président de la société civile de Kalehe, Désiré Majagi, dénonce l'existence de quatre groupes armés dans deux groupements de ce territoire du Sud-Kivu. Il a déploré cette situation le week-end dernier au cours d'un conseil élargi de sécurité. Désiré Majagi a indiqué que trois groupes sont opérationnels dans le groupement de Kalonge dont le Raïa Mutomboki, l'Armée rouge et les Maï-Maï Ntakaba.

Nord-Kivu: le gouvernement provincial invité à créer de l'emploi pour les jeunes. Député élu de Walikale, Juvénal Munubo invite le gouvernement provincial du Nord-Kivu à créer de l'emploi pour les jeunes de ce territoire, situé à 200 km de Goma, chef-lieu de la province. Il a lancé son appel, dimanche 6 juillet, au cours de ses vacances parlementaires dans cette contrée. Juvénal Munubo est persuadé que l'emploi évitera à ces jeunes de s'enrôler dans des groupes armés encore actifs dans les territoires de Walikale et Masisi où les conditions de vie sont précaires.

Kasaï-Oriental: les enfants interdits d'accès aux sites miniers à Lupatapata. Les autorités du territoire de Lupatapata, près de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), ont interdit aux enfants d'accéder aux carrières d'exploitation de diamant. L'administrateur assistant de ce territoire, Junior Muteba Kakungula, a annoncé cette décision, le week-end dernier, au cours de la réunion du Conseil local de sécurité. Junior Muteba Kakungula a averti que tout enfant qui sera surpris dans un site minier sera arrêté et mis à la disposition du tribunal de paix, qui fait office de tribunal pour enfant dans cette contrée:

Ituri : un mort dans les troubles autour d'une jeune femme accusée de magie à Soba. Une trentenaire, mère de 5 enfants, a été tuée dimanche 6 juillet à Soba, un village à 15 km de Tchomia, en Ituri (Province Orientale), atteinte d'une balle perdue. Des policiers avaient tiré en l'air pour disperser une foule de villageois décidée à chasser du village une autre jeune femme accusée d'avoir ensorcelé et tué cinq de ses amants. Ces villageois ont saccagé les postes de la police nationale congolaise à Nyamamba et Kafé, deux villages voisins.

Création d'une fondation en mémoire du premier prêtre noir du Kasaï. L'Archevêque de Kananga, Mgr Marcel Madila, a annoncé dimanche 6 juillet la création de la Fondation l'Abbé Charles Mbuya Mukwabumbu wa Misenga, en mémoire du premier prêtre catholique du grand Kasaï. Le prélat catholique a annoncé la nouvelle au cours du 80e anniversaire de l'ordination de l'Abbé Charles Mbuya dans la mission catholique de Mikalayï, à une trentaine de km de Kananga, dans le Kasaï-Occidental. Cette mission catholique est considérée comme le berceau de la chrétienté dans la province. L'Abbé Charles Mbuya Mukwabumbu wa Misenga avait été ordonné le 1er juillet 1934. Il était décédé 10 ans plus tard. Pour l'Archevêque Marcel Madila, 80 ans plus tôt, cette ordination avait semblé une simple journée sacerdotale. Aujourd'hui, l'église en a fait la fête du sacerdoce dans la province. Selon Mgr Marcel Madila, la Fondation Charles Mbuya aura pour objectif de soutenir le grand séminaire interdiocésain de Malole. Sa création a été saluée par les personnalités présentes, dont certaines se sont engagées à apporter leur soutien. (Radio Okapi)

CPI: 3 témoins congolais expulsés des Pays-Bas. Trois Congolais qui ont témoigné dans le procès de deux chefs de milice congolais, Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga à la Cour pénale internationale (CPI) ont été expulsés des Pays-Bas. Selon l'AFP, Floribert Ndjabu, Pierre Célestin Mbodina et Manda Charif, sont arrivés lundi 7 juillet vers 02h00 (heure locale) à l'aéroport international de Ndjili à bord d'un vol spécialement affrété.

Ces trois Congolais, tous anciens miliciens, avaient témoigné devant la CPI en mars 2011 dans le procès de deux chefs de milice congolais, Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga. Depuis, les trois hommes demandaient l'asile aux Pays-Bas, disant craindre pour leur vie après avoir incriminé le président Joseph Kabila dans leur témoignage et refusaient d'être renvoyés dans leur prison à Kinshasa. Au terme d'une longue procédure impliquant la CPI et les autorités néerlandaises, le Conseil d'Etat néerlandais avait décidé le 27 juin dernier que les trois témoins pouvaient être renvoyés dans leur pays. Les juges avaient estimé que la RDC avait fourni suffisamment de garanties quant à leur sécurité, notamment qu'ils ne seraient pas condamnés à mort. Plusieurs ONG avaient pourtant appelé le gouvernement néerlandais à ne pas les renvoyer en RDC. Selon l'Agence France Presse, la police congolaise les a récupérés à leur arrivée à Kinshasa et les a conduits en prison. Avant d'être transférés à la Haye pour témoigner, Floribert Ndjabu, Pierre Célestin Mbodina et Manda Charif étaient détenus dans une prison à Kinshasa en raison d'accusations de crimes de guerre. (Radio Okapi)

Grands Lacs : James Swan invite tous les signataires à respecter l'accord d'Addis-Abeba. « Il faut que tous les signataires respectent leur engagement à travers l'accord-cadre de paix et de sécurité. Et c'est le message que nous communiquons à tous les acteurs, y compris les Rwandais. » C'est ce qu'a déclaré lundi 7 juillet à Kinshasa l'ambassadeur américain en RDC, James Swan, à l'issue de sa rencontre avec François Muamba, coordonateur national du mécanisme de suivi de l'Accord-cadre de paix d'Addis-Abeba. Pour James Swan, cet accord est « le document phare qui nous oriente et oriente les différents acteurs dans la région des Grands Lacs vers la paix et la sécurité ». L'ambassadeur américain invite donc tous les signataires à respecter leurs engagements.

Le Bas-Congo manque de pharmaciens. Pour faire face au manque de pharmaciens au Bas-Congo, le conseil de l'ordre des pharmaciens de cette province appelle les étudiants finalistes de la faculté de Pharmacie de l'Université de Kinshasa à aller y travailler quand ils auront terminé leurs études. Son président, Glorry Mpanzu, a lancé cet appel samedi 5 juillet à Matadi à l'occasion d'une conférence sur

l'exercice de la profession de pharmacien. Une conférence organisée à l' intention d'une quarantaine d'étudiants finalistes de la faculté de Pharmacie qui visite des industries transformatrices d'aliments au Bas-Congo.

Ituri : la prison centrale de Bunia doté d'un véhicule de transport des prisonniers. Le Programme d'appui au renforcement de la justice à l'Est de la RDC, financé par la Belgique, a remis samedi 5 juillet un véhicule pour le transport des prisonniers de la prison centrale de Bunia, en Ituri (Province Orientale). Le véhicule a coûté plus de 100 000 dollars américains. Son ravitaillement en carburant ainsi que son entretien seront assurés par le donateur.

RDC: inquiétude quant au retour de trois ex-miliciens de l'Ituri. Trois anciens miliciens de l'Ituri doivent théoriquement rentrer en RDC ce 6 juillet, trois ans après avoir été transférés à la Cour pénale internationale qui les avait entendus comme témoins dans le procès du seigneur de guerre Germain Katanga. Devant la CPI, ils avaient mis en cause plusieurs responsables politiques congolais, dont le président Kabila lui-même, pour leur rôle supposé dans la guerre civile qui avait ravagé l'Ituri en 2003. Ils avaient demandé l'asile politique aux Pays-Bas, qui le leur a refusé. Leur retour à Kinshasa, où ils doivent être réincarcérés, inquiète les ONG internationales et les activistes congolais des droits de l'homme, mais le gouvernement se veut rassurant. Pour de nombreux défenseurs des droits de l'homme, Floribert Ndjabu, Sharif Manda Ndadza Dz'Na et Pierre-Célestin Mbodina risquent gros pour avoir mis en cause des officiels congolais en fonction. Les trois hommes avaient fait des révélations sur différentes implications des dirigeants du pays dans l'existence des groupes armés en Ituri, dans l'extrême nord-est du Congo. (RFI)

Mardi 8 juillet.

Elections: le calendrier complet conditionné par l'allocation du budget, selon la Ceni. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) attend le budget triennal 2014-2016 pour publier le calendrier électoral complet incluant tous les scrutins. C'est ce que Jean-Pierre Kalamba, le rapporteur de cette institution, a expliqué lundi 7 juillet aux membres du gouvernement provincial de Kinshasa. Jusque là, la Ceni n'a publié que le calendrier des élections urbaines, municipales et locales prévues en 2015. Une frange importante de la classe politique congolaise et la communauté internationale demandent à la Ceni de publier un calendrier électoral qui inclurait tous les scrutins y compris les législatives et la présidentielle qui doivent se tenir d'ici 2016. Jean-Pierre Kalamba qui s'exprimait lundi à l'ouverture des rencontres d'échanges citoyens avec les animateurs des institutions politiques et administratives de Kinshasa a indiqué que la Ceni n'a reçu de moyens que pour organiser les élections locales, municipales et urbaines. Il a en outre estimé qu'il était important de commencer le cycle électoral par les élections urbaines, municipales et locales pour assurer une démocratie à la base. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuta, également présent à cette rencontre, a promis de soutenir la commission électorale. « J'ai promis l'engagement du gouvernement provincial de Kinshasa à accompagner ce processus électoral. La Ceni propose deux projets. Il appartient aux représentants du peuple, donc au Parlement, de pouvoir choisir lequel convient le mieux tout en tenant compte de tout ce qu'il y a comme impact budgétaire», a expliqué le gouverneur. Début juin, le gouvernement a envoyé au Parlement quatre projets de loi qui prévoient entre autres la modification de la loi pour tous les scrutins. Le but serait notamment d'adapter l'arsenal juridique électoral au budget qui sera mis à la disposition de la Ceni. **Vers une session extraordinaire du Parlement pour réviser la constitution ?** Le 13 juin dernier, la mission de suivi électoral de l'Union européenne en RDC a encouragé la Commission électorale nationale indépendante à publier un calendrier électoral complet, consensuel et assorti d'un budget détaillé. Quelques jours plus tôt, les envoyés spéciaux de la communauté internationale pour les Grands Lacs avaient formulé la même recommandation largement appuyée par les opposants. (Radio Okapi)

Kinshasa : une fondation américaine procède à la pose gratuite de prothèses auditives. Les médecins de la Starkey Hearing Foundation, une fondation américaine partenaire de l'hôpital Biamba Marie Mutombo, posent gratuitement depuis lundi 7 juillet des prothèses auditives à des sourds et malentendants. 1 500 patients sont concernés par l'opération, qui se poursuit jusqu'à mercredi dans cet hôpital de l'est de la capitale congolaise. L'opération fait suite aux deux campagnes de dépistage de surdité menées en décembre 2013 et mai 2014 à Kinshasa.

Justice Plus demande un procès pour les trois expulsés des Pays-Bas. L'ONG Justice Plus recommande aux autorités judiciaires de la RDC d'organiser rapidement les procès pour les trois témoins Congolais à la CPI expulsés des Pays-Bas. Ils sont arrivés lundi 7 juillet à Kinshasa. Floribert Ndjabu, Pierre Célestin Mbodina et Manda Charif ont témoigné à La Haye au procès de Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga. Leurs demandes d'asile formulé après leurs dépositions ont été rejetées.

RDC : les 9 membres de la Cour constitutionnelle sont connus. Le président de la République, Joseph Kabila, a nommé lundi 7 juillet les neuf membres de la Cour constitutionnelle de la RDC, dans une ordonnance présidentielle lue à la télévision nationale (RTNC). C'est la première fois de son histoire que le pays dispose de cet instrument juridique qui a la compétence de juger le président de la République et le

Premier ministre. Les personnalités nommées sont soit professeurs de droit, soit anciens magistrats. Elles ont été désignées par le parlement, le conseil supérieur de la magistrature et le chef de l'Etat lui-même.

Sud-Kivu : la Nouvelle société civile dénonce le meurtre de 7 civils en 5 mois. La Nouvelle société civile de la chefferie des bafuliru dénonce la recrudescence des cas d'assassinats dans la chefferie de Bafuliru, à l'ouest de la cité de Sange, dans le Sud-Kivu. Selon le président de cette structure citoyenne, Innocent Ndaheba, 7 civils ont été tués en cinq mois. La dernière victime, un berger de Kiryama, a été assassinée vendredi 4 juillet par des hommes armés.

Kinshasa : l'UNPC prépare l'élection d'un nouveau comité directeur. L'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) organise, du 19 au 21 juillet prochains à Kinshasa, son 8e Congrès au cours duquel elle élira un nouveau comité directeur. Les délégués des journalistes de toutes les provinces sont attendus à ces travaux. Au cours de ces assises, les différents organes de cette corporation journalistique vont aussi présenter leurs rapports de gestion pour l'exercice passé.

Kinshasa: faute de routes asphaltées, les habitants de Makala circulent à pied. Depuis sa création en 1968, la commune de Makala est presque coupée du reste de la ville de par voie routière. Il est possible de circuler par voiture et d'accéder à la commune par l'avenue de l'Université, mais il est en revanche impossible de circuler en automobile dans toute la commune. L'avenue Elengesa, la seule asphaltée, censée relier cette commune avec d'autres communes s'arrête au niveau de la commune de Ngiri-Ngiri, à la place dite Makala Le destin.

Bas-Congo : 2 milliards USD pour la construction d'infrastructures à Moanda. Le gouvernement du Bas-Congo et l'entreprise chinoise Mesodi International Limited ont signé un contrat pour la construction d'une route à quatre voies, d'une cimenterie à Tumba et d'un quai au port de Banana, dans le Bas-Congo. Le coût global des travaux est estimé à deux milliards de dollars américains. La signature de ce protocole d'accord a eu lieu lundi 7 juillet entre le gouverneur du Bas-Congo, Jacques Mbadu Nsitu, et le directeur général de cette entreprise basée à Hong Kong.

Les témoins expulsés des Pays-Bas voulaient se soustraire à la justice congolaise, selon Mende. Au lendemain de l'expulsion des Pays-Bas de trois témoins congolais qui ont témoigné dans le procès de Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga à la Cour pénale internationale (CPI), le porte-parole du gouvernement congolais estime que la question de leur sécurité en RDC était un prétexte pour se soustraire à la justice congolaise. Floribert Ndjabu, Pierre Célestin Mbodina et Manda Charif avaient demandé asile aux Pays-Bas, disant craindre pour leur vie après avoir incriminé le président Joseph Kabila dans leur témoignage et refusaient d'être renvoyés dans leur prison à Kinshasa.

Ituri : la disparition d'un hors-bord complique le transport des malades. Un hors-bord de la zone de santé de Tchomia dans le district de l'Ituri (Province Orientale) a disparu depuis environ deux semaines. Docteur Louis Tsulo, le médecin chef de district de Djugu, en Ituri (Province Orientale) qui a livré cette information mardi 8 juillet a indiqué que cet engin permettait le transport des malades venant des aires de santé de Jo, Gbi, Muravamu et Kakwa jusqu'à Tchomia. Le Dr Louis Tsulo a précisé qu'au moins trois malades sont transférés chaque jour de ces zones de santé vers Tchomia. Il a dit redouter les conséquences de ce vol sur la santé de la population, évoquant notamment l'augmentation de cas de mortalité dans cette zone lacustre.

Kinshasa: la police éloigne les « Shégués » du centre-ville. La police tente d'éloigner depuis mardi 8 juillet les enfants de la rue, appelés Shégués, du centre-ville de Kinshasa où ils flânent à longueur de journée. Le commissaire de la police de la ville de Kinshasa, Célestin Kanyama, affirme que l'objectif de cette opération est de lutter contre « le vagabondage » au centre-ville.

Katanga: l'armée reprend le contrôle de Wimbi 9. L'armée congolaise a repris dimanche 6 juillet le contrôle de la localité de Wimbi 9 au Nord de la province du Katanga. Ce village avait été occupé la veille par des miliciens Maï-Maï Yakutumba. Ces miliciens ont pillé et emporté du carburant, du bétail et d'autres biens de valeur quand ils ont quitté la localité.

Mercredi 9 juillet.

Caritas demande de l'aide pour faciliter le retour des expulsés de Brazzaville dans leurs provinces. L'ONG catholique Caritas invite les personnes de bonne volonté à aider les expulsés de Brazzaville qui le veulent à regagner leurs provinces d'origine. Ces expulsés sont regroupés depuis le mois de mai dernier dans un site aménagé à Maluku dans la périphérie Est de la ville de Kinshasa. Ces expulsés estimés à 2 400 personnes dont environ 1 000 enfants vivent sous des bâches dans des conditions précaires. Les malades n'ont pas toujours accès à des soins de qualité.

Pour avoir entonné «La Zaïroise», un animateur de radio de proximité aux arrêts. La coordination des radios sans fréquences à Kinshasa dénonce l'arrestation depuis le 30 juin d'un de ses animateurs du marché de Matete, Jonas Bimpe Mulumba. Ce dernier a été amené vers une destination inconnue. Il est poursuivi pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » pour avoir entonné l'ancien hymne national: «La Zaïroise».

Sud-Kivu: affrontements entre FARDC et Mai-Mai Raïa Mutomboki à Minova, deux morts. Deux personnes ont été tuées et quatre autres blessées au cours d'affrontements survenus dans la nuit du lundi à mardi dans la localité de Chifunzi à Minova (Sud-Kivu) entre les Mai-Mai Raïa Mutomboki et les FARDC. Ces affrontements sont à la base d'un mouvement des populations vers les villages voisins, a indiqué le président de la société civile de Kalehe mercredi 9 juillet.

Kinshasa : deux policiers écroués après la mort d'un bébé dans le cachot de la police. Un officier de police judiciaire (OPJ) et un major de la Police nationale congolaise (PNC) ont été écroués après la mort, en avril dernier, d'un bébé de 18 mois emprisonnée avec son père dans le cachot du sous-commissariat de la Police à Matadi Kibala, dans la commune de Mont Ngafula, à Kinshasa. Selon le témoignage de Michel Madiangu, le père de la victime, les policiers ont refusé de faire venir la grand-mère de la fillette pour la récupérer. Vainqueur Bukaka, 1 an, est morte asphyxiée le troisième jour de sa détention aux côtés de son père.

Province Orientale: la cité de Bunia toujours privée d'électricité après le vol de 900 m de câbles. Plus de 900 mètres de câbles électriques sur la ligne haute tension qui alimente la cité de Bunia (Province Orientale) ont été volés en l'espace de trois jours dans le réseau public de distribution d'électricité. La direction d'Electrokimo qui dessert la cité déclare que ce désagrément a empêché le rétablissement de l'électricité mardi 8 juillet à Bunia après le dépannage de la centrale de Budana qui s'est arrêtée il y a près de deux semaines. Le chef de la cité de Bunia promet de retrouver les voleurs.

RDC : 315 nouveaux amnistiés dont 68 ex-M23. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende a révélé mercredi 9 juillet au cours d'une conférence de presse à Kinshasa les noms de 315 nouveaux bénéficiaires de l'amnistie. Ces amnistiés appartiennent à huit groupes dont celui qui a attaqué la ville de Kinshasa le 27 février 2011. Parmi ces amnistiés, on compte également des membres de l'ARP de Munene, les brebis de Jéricho d'Honoré Ngbanda ainsi que du groupe Bakata Katanga. Soixante-huit ex-combattants du M23 ainsi que cent cinquante-quatre combattants Bakata Katanga figurent aussi parmi les amnistiés.

Nord-Kivu: 15 000 déplacés enregistrés à Hombo-Nord. Au moins 15 000 déplacés ont été identifiés depuis une semaine à Hombo-Nord au Sud du territoire de Walikale (Nord-Kivu). Les chefs locaux expliquent que ces personnes ont fui leurs localités, craignant d'éventuels affrontements entre deux factions rivales de la milice Raïa Mutomboki. Ces déplacés viennent d'une quinzaine de villages du groupement Bakano. Il s'agit notamment de Kabamba, Musenge, Mungomangoma et Otopora Katatua.

Katanga: plusieurs centaines d'hommes armés signalés au pied des Monts Kibawa. Un important regroupement d'hommes armés est signalé depuis quelques jours au pied des monts Kibawa dans le territoire de Moba au Nord de la province du Katanga. Alors que les sources sécuritaires sur place s'inquiètent de la présence de ces hommes armés, les autorités territoriales de Moba signalent la présence du chef milicien Gédéon dans le secteur.

Likasi: des agriculteurs accusent Rubamines de les déposséder de leurs terres. Une centaine d'agriculteurs ont manifesté ce mercredi 9 juillet dans la matinée devant les bureaux du service urbain de l'agriculture, pêche et élevage de Likasi au Katanga. Ils manifestaient contre l'entreprise minière Rubamines qu'ils accusent de les avoir dépossédés de leur terrain de culture.

Kinshasa : un policier tué à Bandalungwa. Un policier a été tué par des personnes armées mardi 8 juillet dans la soirée dans la commune de Bandalungwa à Kinshasa. Un commandant de la police du coin qui a requis l'anonymat indique que le mobile de cet acte n'est pas encore connu. Mais il affirme que des enquêtes sont en cours pour identifier les auteurs de ce meurtre.

Kabinda: 368 chèvres sont mortes de bronchite infectieuse. Trois cent soixante-huit chèvres sont mortes de bronchite infectieuse en l'espace de cinq jours à Kabinda au Kasai-Oriental. Au total, deux mille cinq cents chèvres souffrent de cette maladie dans la province. Ces chiffres ont été livrés mercredi 9 juillet par le médecin vétérinaire de ce district, Docteur François Kalenga Lukasu. Ce dernier qui dit craindre une augmentation de cas invite les habitants de Kabinda à séparer les chèvres malades de celles qui sont en bonne santé. Docteur François Kalenga affirme que les agents du service de l'élevage administrent actuellement des doses d'oxytétracycline aux bêtes malades.

Isangi : 30 km de routes de desserte agricole seront réhabilités grâce au projet Redd. Environ 30 km de routes de desserte agricole seront réhabilités à Isangi (Province Orientale) d'ici 2015 dans le cadre du projet de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation (Redd). Selon le coordonnateur du Programme de protection et conservation de la nature (PCN), Janvier Lisingo, la réhabilitation des routes de desserte agricole et l'application de nouvelles techniques agricoles permettent de protéger la forêt. Une délégation de la Banque africaine de développement (Bad), du ministère de l'Environnement et des organisations chargées de mettre en œuvre ce projet pilote ont constaté la réalisation des travaux samedi 5 juillet. Selon le coordonnateur du programme de protection et conservation de la nature, ce projet a déjà réhabilité six ponts sur l'axe Yankeleli – Yalosuna. Il prévoit aussi la culture de près de 60 hectares des champs de maïs et manioc ainsi que celle des arbres à croissance rapide. Les coopératives de développement (Coped) des villages ciblées par le projet Redd à Isangi espèrent que les travaux de réhabilitation de ces routes ne s'arrêteront pas en chemin. «S'il y a dégradation de la forêt, c'est parce qu'il y a la pauvreté. C'est pourquoi nous sommes contents des activités du projet, notamment la réhabilitation de route en cours. Mais nous nous posons la question: est-ce que les travaux vont arriver à la fin?», s'est interrogé Gaspard Iseyambe, président de Coped du village Yatumbu. Pour le coordonnateur du projet Redd à Isangi, toutes les activités d'étude, de recherche sur la forêt, de relance de la production agricole durable et d'ouverture de route seront achevées avant l'expiration du projet en 2015. Les initiateurs du projet Redd espèrent qu'avec des routes agricoles en bon état, les paysans s'adonneront davantage à l'activité agricole qu'à toute autre activité provoquant la déforestation. (Radio Okapi)

Jeudi 10 juillet.

RDC: le gouvernement va fermer le site des expulsés de Brazzaville. Le gouvernement annonce la fermeture prochaine du site où sont regroupés les expulsés de Brazzaville à Maluku dans l'Est de la ville de Kinshasa. Le ministre congolais des Affaires sociales, Charles Naweji, l'a déclaré mercredi 9 juillet à Radio Okapi. Il a indiqué que le retour des derniers expulsés dans leurs provinces d'origine sera organisé la semaine prochaine.

RDC : la Cour constitutionnelle pourra être fonctionnelle en 2015. Après leur nomination par ordonnance présidentielle, les neuf membres de la Cour constitutionnelle (CC) s'attèleront prochainement à mettre en place la nouvelle juridiction du pays. Cette procédure passe par des étapes plus ou moins longues, ont estimé mercredi 9 juillet des constitutionnalistes qui la composent. D'après eux, la toute nouvelle Cour constitutionnelle ne pourra être fonctionnelle qu'en 2015.

Transport fluvial: les percepteurs des taxes supprimées seront sanctionnés. Le gouvernement congolais promet de sanctionner ses fonctionnaires et agents de l'ordre qui continuent de percevoir les taxes illégales supprimées dans le transport, depuis plus de deux semaines, par un arrêté signé par les vice-Premiers ministres du Budget et de la Défense nationale. Les récalcitrants vont perdre leurs emplois et certains seront même mis en prison, a menacé mercredi 9 juillet le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga.

Province Orientale : six tués dans les attaques des braconniers. Six personnes ont été tuées lors des attaques perpétrées depuis lundi dernier dans le groupement Bakaiko en territoire de Mambasa (Province Orientale). De sources locales ont indiqué jeudi 10 juillet que l'opération a été conduite par un braconnier armé connu sous le nom de Mangalibi qui serait le jeune frère de feu Paul Sadala Morgan.

Lubumbashi: les agents de la Cimenkat à Lubudi boudent leurs salaires. Les agents de la cimenterie du Katanga (Cimenkat) basés à Lubudi refusent de toucher leur salaire du mois de mai 2013. Ils réclament le paiement des quatorze mois de salaires. Ces agents protestent également contre le taux qui leur est appliqué par l'employeur, soit 326 francs congolais pour un dollar américain [le taux officiel est de 920 francs pour un dollar].

Kinshasa: les autorités administratives appelées à contribuer à la sensibilisation électorale. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Apollinaire Malumalu invite les autorités administratives de Kinshasa à contribuer à la sensibilisation électorale. Il a lancé cet appel, mercredi 9 juillet, au cours d'un échange avec les bourgmestres des communes, les chefs des quartiers et les chefs coutumiers de la ville de Kinshasa, au Palais du peuple. Apollinaire Malumalu a également invité ces interlocuteurs à soutenir l'opération prochaine de la fiabilisation du fichier électoral. Certains participants à ces assises ont estimé nécessaire d'édifier la population kinoise sur la matière électorale.

La grève à la SNCC provoque la flambée des prix à Mbuji-Mayi. Quelques wagons de vivres ont été déchargés à la gare ferroviaire de Mwene-Ditu, jeudi 10 juillet dans la matinée, a annoncé le directeur de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) à Mbuji-Mayi. L'opération vise à faire face à la

hausse de prix occasionnée par la grève des agents de la SNCC déclenchée depuis cinq jours. Ce mouvement de grève a causé la rareté de certains produits les marchés de Mbuji-Mayi.

Katanga: environ 7 000 enfants malnutris soignés à Dilolo en un an. L'ONG Médecins d'Afrique (MDA) a soigné environ 7 000 enfants malnutris, en une année, dans la zone de santé de Dilolo, à 600 km de Lubumbashi (Katanga). Le superviseur de ce projet, docteur Franklin Mulomboko, a livré ces chiffres, jeudi 10 juillet. Il a également fait savoir que ce projet arrive à son terme dans deux semaines. Dr Franklin Mulomboko a tout de même invité les bailleurs de fonds à continuer de financer ce projet parce que Dilolo compte encore un nombre important d'enfants malnutris qui ont besoin d'aide.

Katanga : des miliciens Maï-Maï interceptent un bateau sur le lac Tanganyika. Le bateau M/V Patrick a été intercepté par des miliciens Maï-Maï lundi dernier sur le lac Tanganyika au niveau du village Kazumba (Katanga). Ce navire quittait Uvira au Sud-Kivu et se rendait vers Kalemie. Les assaillants ont emporté 2 000 dollars américains et d'autres biens, a affirmé jeudi 10 juillet son responsable, James Amani.

RDC: la VSV « choquée » par la tentative d'enlèvement de l'épouse de Paul Mwilambwe. L'ONG La Voix des sans voix (VSV) se dit choquée par la tentative d'enlèvement à Lubumbashi de Dadi Bumba Mayalale, épouse de Paul Mwilambwe. Ce dernier est un policier congolais condamné par contumace dans le procès de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana. Il vit actuellement au Sénégal. Il est considéré comme un témoin clé dans l'affaire de l'assassinat de deux défenseurs des droits de l'homme. « Mardi 08 juillet 2014, de retour d'une course au marché, madame Dadi Bumba Mayalale est interceptée au passage et happée par un homme armé non autrement identifié descendu d'une voiture taxi à bord de laquelle se trouvait M. Thierry Mande », rapporte la VSV dans un communiqué publié mercredi 9 juillet. A en croire l'ONG de défense des droits de l'homme, l'épouse de Paul Mwilambwe « n'a eu la vie sauve que grâce à sa résistance et à l'intervention des passants ». Pour le directeur exécutif de la VSV, Dolly Ibefu, cette tentative d'enlèvement est la suite de plusieurs faits qui témoignent de la pression exercée sur cette dame. « C'est depuis longtemps que tous ceux qui étaient impliqués dans l'assassinat de Floribert, donc les proches du général et même ceux qui ont fui, ont toujours demandé à la dame de demander à son mari de retourner au pays. Et comme la dame résiste, c'est pourquoi ils ont commencé à procéder à des actions violentes », affirme-t-il. La VSV demande à l'Etat congolais de garantir la sécurité de l'épouse de Paul Mwilambwe et toute sa famille. L'ONG réclame également une enquête indépendante au sujet de cette tentative d'enlèvement. La Voix des sans voix demande aussi l'interpellation de Thierry Mande « qui se trouvait à bord de la voiture où se trouvait l'homme armé qui a tenté d'enlever » l'épouse de Paul Mwilambwe. A en croire cette ONG, Thierry Mande est le secrétaire particulier du Général John Numbi, chef de la police congolaise au moment de la mort de Floribert Chebeya, considéré par les parties civiles comme le suspect numéro 1 dans cet assassinat. Paul Mwilambwe est considéré comme un témoin clé dans l'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana. En 2012, il avait fait des révélations au journaliste belge Thierry Michel, auteur d'un documentaire sur l'affaire Chebeya. Dans ce témoignage, le major Paul Mwilambwe avait mis en cause le général John Numbi, ancien patron de la police congolaise, dans l'assassinat de deux défenseurs des droits de l'homme. Il avait également donné des indications sur l'endroit où Fidèle Bazana aurait été enterré. Le corps de ce dernier n'a jamais été retrouvé. Les avocats des familles Chebeya et Bazana ont demandé la comparution de Paul Mwilambwe lors du procès en appel de ce double assassinat. Sans succès. Ce procès en appel est suspendu depuis mai 2013. Pour obtenir la comparution de Paul Mwilambwe devant la justice, les avocats du Groupe d'action judiciaire (GAJ) de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et des familles de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana ont déposé lundi 2 juin une plainte devant la justice sénégalaise avec constitution de partie civile. (Radio Okapi)

RDC : le secteur privé invité à financer davantage la lutte contre le paludisme. Le secteur privé est invité à financer davantage la lutte contre le paludisme. Cet appel a été lancé jeudi 10 juillet à Kinshasa au cours des consultations nationales en vue de l'élaboration du plan d'action mondiale contre le paludisme pour la période 2016-2025. Ces consultations sont organisées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à travers le partenariat Roll Back Malaria (Faire reculer le paludisme).

Mbuji-Mayi: disparu depuis deux ans, le hors-bord de la Ceni remis à la justice. Le hors-bord de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) disparu depuis deux ans d'un entrepôt de cette institution à Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental) a été remis à la justice jeudi 10 juillet. Le procureur général de Mbuji-Mayi indique que l'engin a été apporté par la famille de la personne qui a racheté le hors-bord. Le présumé receleur vit actuellement à Kinshasa.

Kinshasa : de longues files devant les stations services. De nombreuses stations services de Kinshasa, capitale de la RDC, ont fermé plus tôt que d'habitude jeudi 10 juillet. Vendredi matin, peu de stations ont ouvert, occasionnant de longues files. Aucune information ne filtre sur cette situation mais les conducteurs redoutent une éventuelle hausse de prix. Le litre de l'essence se vend à 1 400 FC (1,5 dollar américain) à la pompe et 1 380 pour le gasoil.

Vendredi 11 juillet.

RDC : l'UNFPA plaide pour une formation des jeunes adaptée au monde du travail. Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) plaide pour une formation des jeunes congolais adaptée aux besoins du monde du travail. Une série d'enquêtes présentées par cette agence des Nations unies à l'occasion de la journée mondiale de la population célébrée ce vendredi 11 juillet indique que les jeunes âgés de moins de 25 ans constituent 68% de la population congolaise. Pour le professeur José Mangalu Mobe, consultant national à l'UNFPA et coordonnateur national de la cellule Genre au ministère de la Famille, Genre et Enfant, la jeunesse doit être bien formée pour qu'elle participe au développement de la RDC.

RDC: le dispositif sécuritaire renforcé à Lubumbashi. Le gouvernement provincial du Katanga a renforcé, vendredi 11 juillet, les dispositifs sécuritaires à Lubumbashi à la suite des rumeurs faisant état d'une attaque des Mai-Mai Bakata Katanga. Ces miliciens ont, depuis quelques jours, lancé des tracts pour annoncer leur arrivée à Lubumbashi afin de proclamer l'indépendance du Katanga.

«Tous ensemble pour libérer les otages», plaide MSF. Un an après l'enlèvement de quatre membres de son personnel au Nord-Kivu, Médecins sans Frontières a publié vendredi 11 juillet un communiqué que nous vous proposons de lire en intégralité. « Chantal, Philippe, Richard et Romy travaillent avec Médecins sans frontières. Ils ont été enlevés le 11 juillet 2013 à Kamango, au cours d'une mission d'évaluation des structures de santé. Leurs noms s'ajoutent à la longue liste de personnes disparues dans la province du Nord Kivu et dont on est aujourd'hui sans nouvelles. En RDC, l'Ouganda et d'autres pays, nous continuons sans relâche d'essayer d'entrer en contact avec eux ou avec ceux qui pourraient faciliter leur libération. En vain. Comme tous ceux qui sont à la recherche de leurs proches, nous nous heurtons au silence ou ne réussissons pas à obtenir d'informations nous permettant de progresser de manière décisive dans nos recherches. Un an après, nombreux sont pourtant ceux qui s'associent à nos efforts pour les retrouver, et dont les encouragements à persévérer, les promesses de résolution imminente et les déclarations ou témoignages indiquant que nos collègues sont en vie renforcent l'espoir de les voir au plus tôt retrouver leurs familles. A ceux qui retiennent nos collègues, nous demandons de les libérer au plus vite et d'apaiser ainsi la douleur de leurs proches, comme celle de tous ceux qui sont à la recherche d'un parent, d'un ami. A Chantal, Philippe, Richard, Romy et à tous ceux qui sont aujourd'hui retenus en otages, nous voulons dire ici que nous ne les oublions pas. » (Radio Okapi)

Journée mondiale de la population : l'Onu appelle à aider les jeunes à incarner le progrès. «En cette journée mondiale de la population, renouvelons notre engagement d'aider les jeunes à incarner le progrès dans tous les secteurs de nos sociétés», a appelé vendredi 11 juillet le Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki Moon. Bien que le monde soit peuplé par 1,8 milliard de jeunes, dont la majorité réside dans les pays en développement, ces jeunes sont cependant nombreux à être indûment privés d'une éducation de qualité, d'un emploi décent et d'une place dans la vie politique de leurs pays, a-t-il affirmé. Pour M. Ban, les jeunes représentent un potentiel extraordinaire face aux grands défis auxquels l'humanité est confrontée.

Kinshasa : de longues files devant les stations services. De nombreuses stations services de Kinshasa, capitale de la RDC, ont fermé plus tôt que d'habitude jeudi 10 juillet. Vendredi matin, peu de stations ont ouvert, occasionnant de longues files. Aucune information ne filtre sur cette situation mais les conducteurs redoutent une éventuelle hausse de prix. Le litre de l'essence se vend à 1 400 francs congolais (1,5 dollar américain) à la pompe et 1 380 pour le gasoil.

Province Orientale: Jean Bamanisa visite le prochain camp de transit des FDLR. Les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et leurs dépendants seront bientôt en transit dans un camp situé à 10 km du centre-ville de Kisangani (Province Orientale). Le gouverneur Jean Bamanisa Saïdi et son comité provincial de sécurité ont visité, jeudi 11 juillet, ce site aménagé pour accueillir ces rebelles rwandais. Il a indiqué que ces FDLR et leurs dépendants arriveront par vague avant leur cantonnement dans un camp militaire à Irebu (Equateur).

Mbuji-Mayi : le retour des pluies menace la lutte contre les érosions. D'abondantes pluies se sont abattues sur la ville de Mbuji-Mayi, au Kasai-Oriental, la nuit du mardi 8 au mercredi 9 juillet derniers, occasionnant des dégâts. Un glissement de terrain a eu lieu sur l'avenue Inga, dans la commune de Bipemba, où des travaux visant à combattre le ravin «Sedico» sont exécutés. La population craint que ce ravin progresse et interrompe la circulation sur cette partie de la route nationale numéro un.

Sud-Kivu : 4 enfants sont morts de diarrhée à Lulingu. Quatre enfants sont morts de diarrhée au cours de ces trois dernières semaines dans la zone de santé de Lulingu. Plus de 120 enfants souffrent de cette maladie dans cette zone de santé située au Nord de Shabunda, dans le Sud-Kivu. C'est le médecin chef de la zone de santé, Dr Shabani Muganza, qui a livré ces chiffres jeudi 10 juillet.

RDC: les travailleurs de la RVA opposés à la mission d'assistance technique d'ADPI. La délégation syndicale nationale et de l'Intersyndicale de la Régie de voies aériennes (RVA) est opposée à la décision du gouvernement congolais de confier l'assistance technique de cette entreprise à la firme française Aéroports de Paris Ingénierie (ADPI). Dans une déclaration publiée jeudi 10 juillet, les syndicalistes affirment garder un mauvais souvenir de la gestion de leur entreprise par cette firme entre 2008 et 2010. Les syndicalistes indiquent que le bilan de gestion de la RVA par ADPI s'était révélé globalement négatif suite à l'échec de stabilisation des activités de leur entreprise, la mauvaise gestion criante, l'endettement excessif auprès des banques, l'atteinte à la paix sociale consécutivement au licenciement massif et abusif des cadres et agents. Les travailleurs déplorent également le fait que certains experts de l'ADPI, envoyés actuellement à la RVA, seraient moins qualifiés que les cadres congolais qu'ils tiennent à remplacer dans les postes organiques de l'entreprise. En outre, ils s'opposent à l'application immédiate d'une disposition de la loi sur l'aviation civile qui a été promulguée. Il s'agit de l'article 94 de cette loi qui consacre la séparation des activités de navigation aérienne et celles des aéroports, dans son volet commercial, de la RVA. **ADPI, une mission d'assistance technique.** Dans une correspondance adressée au président du Conseil d'administration de la RVA le 26 juin dernier, la ministre du Portefeuille, Louise Munga, indique que la nouvelle mission d'ADPI consiste en une assistance technique. Cette mission est censée accompagner le gouvernement dans la préparation de la réforme profonde de la RVA, en la séparation de ses activités en deux entités. La ministre précise que cette mission est différente de la première qui avait été confiée à la firme française qui disposait alors d'un mandat de gestion. Louise Munga fait remarquer que le mémorandum des syndicalistes ignore « les résultats qui sont visibles aujourd'hui à travers les investissements en cours de réalisation à la RVA le sont grâce aux financements apportés par les partenaires techniques et financiers du gouvernement à la suite de la première mission d'ADPI, exécutée entre octobre 2008 et décembre 2010 ». La ministre invite les travailleurs à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la mission d'assistance technique d'ADPI à la RVA s'exécute dans les meilleures conditions. (Radio Okapi)

Jérôme Bonso publie un livre sur la conquête du pouvoir issu des élections démocratiques. Jérôme Bonso vient de publier « Marketing et gestion des partis politiques : Stratégies pour la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir issu des élections démocratiques ». L'ouvrage de 224 pages a été présenté vendredi 11 juillet à Kinshasa. L'auteur, président de la Ligue nationale pour les élections libres et transparentes (Linelit), affirme s'être penché au fil des pages sur l'organisation souvent décevante des élections en Afrique.

CPI: la Chambre d'appel rejette la demande de liberté provisoire de Fidèle Babala. La Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a rejeté vendredi 11 juillet les demandes de liberté provisoire de Fidèle Babala, Aimé Kilolo Musamba et Jean-Jacques Mangenda Kabongo, accusés d'avoir produit de faux documents et de faux témoignages dans le procès de Jean-Pierre Bemba pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Leur demande de liberté provisoire avait déjà été rejetée par la Chambre préliminaire II. Ils avaient ensuite interjeté appel devant la chambre d'appel de la Cour.

Samedi 12 juillet.

RDC : des opposants lancent le Front populaire contre la révision constitutionnelle. Des opposants congolais viennent de lancer un Front populaire contre la révision constitutionnelle et pour les élections crédibles en RDC. Le coordonnateur de cette structure, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, l'a annoncé vendredi 11 juillet à Kinshasa, au cours de la cérémonie d'installation de ses animateurs. Pour lui, il s'agit principalement de faire échouer toute tentative de révision constitutionnelle.

Nord-Kivu : une manifestation de l'opposition empêchée par la police. La police a empêché une marche de l'opposition vendredi 11 juillet dans les rues de Goma, dans le Nord-Kivu. Le maire de la ville a obtenu le déploiement de policiers sur l'itinéraire de la manifestation. Ces militants voulaient manifester contre la feuille de route de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui prévoit le suffrage indirect pour l'élection des députés provinciaux.

Isangi : des prisonniers évadés mènent des représailles contre la police. Des prisonniers évadés des prisons du parquet de grande instance de Yangambi et des cachots de la police à Isangi (Province Orientale) mènent des actions de représailles contre la police. Selon la Société civile et l'antenne locale de l'ONG Groupe Lotus pour la défense des droits de l'homme, plus de 25 cas de représailles ont été enregistrés. Dans un communiqué de presse publié vendredi 11 juillet, cette structure demande aux autorités de prendre des mesures face à cette situation.

Kinshasa: l'élite de Bumbu et Selembao appelée à relever le défi du développement. Les jeunes réunis au sein du mouvement «Tabala, jeunes à vos marques» plaident pour une prise en charge conséquente de la jeunesse kinoise, en générale, et celle des communes de Bumbu et Selembao, en particulier. En marge de la

journée mondiale de la population célébrée le 11 juillet avec pour thème «Investir dans la jeunesse», le coordonnateur de cette structure, Patrick Kalenga, a appelé l'élite de ces deux communes à s'impliquer dans le développement intégral de leur milieu qui, selon lui, souffre d'une image dévalorisante.

Katanga : arrestation de 12 personnes suspectées d'être des Maï-Maï. Une douzaine de personnes suspectées d'être des combattants Maï-Maï ont été arrêtées vendredi 11 juillet dans la localité de Tenke, à 200 Km de Lubumbashi, dans le Katanga. Selon des sources sur place, ce sont pour la plupart de jeunes gens qui portaient des armes blanches. Des rumeurs d'attaque imminente de Maï-Maï Bakata Katanga contre Lubumbashi circulaient vendredi dans la ville. La sécurité a été renforcée dans la capitale provinciale.

Sud-Kivu : la milice Raïa Mukombozi se réorganise dans plusieurs localités à Walungu. Les miliciens Maï-Maï de Raïa Mukombozi conduits par un certain Maheshe se réorganisent dans six localités du groupement de Mulamba en territoire de Walungu (Sud-Kivu). Les activistes des droits de l'homme qui ont dénoncé cette situation, samedi 12 juillet, indique que ce groupe armé pille et enlève des personnes.

RDC : début des auditions de la plainte des opposants contre l'Abbé Malumalu. Le Parquet général de la République a débuté vendredi 11 juillet des auditions de la plainte des opposants de la RDC contre l'Abbé Malumalu, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Cette plainte a été déposée le 27 juin dernier. Les opposants l'accusent «d'atteinte aux droits garantis aux particuliers et violation des lois de la République».

La RDC n'est pas prête à accueillir Fidèle Babala, estime le MLC. La RDC n'est pas prête à accueillir le député Fidèle Babala, détenu à la Cour pénale internationale (CPI) depuis novembre 2013. Le secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo (MLC), Me Alexis Lenga wa Lenga, l'a affirmé samedi 12 juillet dans une interview accordée à Radio Okapi. Il réagissait au refus de la Haye d'accorder la liberté provisoire à Fidèle Babala, Aimé Kilolo Musamba et Jean-Jacques Mangenda Kabongo, tous membres de ce parti d'opposition cher à Jean-Pierre Bemba.

Accord d'Addis-Abeba : la RDC adopte la matrice d'évaluation de ses engagements. La matrice des indicateurs de suivi des engagements de la RDC contenus dans l'accord-cadre d'Addis-Abeba a été validée samedi 12 juillet à Kinshasa. Pour le coordonnateur du Mécanisme national de suivi (MNS), François Mwamba, «ce premier instrument de base » met à la disposition du gouvernement des outils qui lui permettront d'évaluer le travail à faire par chaque acteur et chaque ministère de la RDC. La matrice des indicateurs nous aidera à savoir ce que fait chaque acteur dans chaque ministère par rapport à l'accord-cadre d'Addis-Abeba, savoir à quel rythme le travail est fait et avoir une idée pourquoi un travail qui devrait être fait n'a pas été fait, a affirmé François Mwamba. Il a qualifié cet accord de « contrat entre la RDC et le reste du monde ». « On a signé cet accord. On a la volonté de faire mais comment faire ? Notre tâche est de créer les conditions pour que ce qui doit se faire se fasse dans les meilleures conditions possibles. Que cela soit sûr, contrôlable et mesurable », a expliqué François Mwamba. La validation de la matrice qui comporte 56 indicateurs est le fruit des experts du ministère du Plan et du MNS, des partenaires étrangers et de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco). Onze pays africains ont signé l'accord-cadre d'Addis-Abeba le 24 février 2013 pour permettre le retour de la paix dans la région des Grands Lacs et dans l'Est de la RDC en proie à des groupes armés nationaux et étrangers. Les chefs d'État de Grands Lacs s'étaient engagés à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins ; et à ne pas soutenir, de quelque façon que ce soit, les groupes armés. Cet accord exigeait au gouvernement de la RDC de poursuivre et d'approfondir les réformes du secteur de la sécurité, en particulier en ce qui concerne l'armée et la police ; à consolider l'autorité de l'État, en particulier dans l'est de son pays, et d'empêcher les groupes armés de déstabiliser les pays voisins. Il demandait aussi à Kinshasa de promouvoir les réformes structurelles des institutions de l'État, y compris la réforme des finances ; et de promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation. Faisant une évaluation six mois après la signature de cet accord, François Mwamba avait estimé la RDC a bien respecté ses engagements. (Radio Okapi)

Province Orientale: la population de Wahanga opposée à l'évacuation du bois de Sodefor. Les communautés locales du secteur Bangelema et de la chefferie Wahanga à Isangi (Province Orientale) s'opposent à l'évacuation du bois par la Société forestière pour le développement (Sodefor). C'est ce qu'a indiqué jeudi 10 juillet à Basoko une délégation de la plate-forme «Groupe d'action pour la protection de l'environnement (Gape)», constituée des représentants de la société civile et de l'administration publique. Elles estiment que la Sodefor n'a pas rempli sa part du cahier des charges qui prévoyait des projets sociaux au bénéfice de ces communautés. Le Gape a effectué une mission d'enquête sur les retombées sociales de l'exploitation de bois dans la chefferie de Wahanga et secteur Bangema au début de cette semaine. Selon ces enquêtes, en une année d'exploitation, la population riveraine a bénéficié seulement d'une rizerie portative, d'une presse à brique, et d'un moteur hors-bord et de quelques machettes. Les protestataires jugent donc insignifiant l'impact social de l'exploitation du bois par la société Sodefor dans leurs milieux. Pour le comité

local de gestion, le cahier de charges prévoit plutôt au cours de cette année la construction de trois centres de santé, la réhabilitation ou reconstruction de quelques axes routiers et infrastructures scolaires. (Radio Okapi)

Dimanche 13 juillet.

RDC: le prix du carburant revu à la hausse. Le prix du carburant à la pompe est passé de 1 400 FC (1,5\$) à 1 475 FC (1,6\$) dans la partie Ouest de la RDC et de 1,65 USD à 1,72 USD dans la partie Est du pays. Le ministre de l'Economie nationale, Jean-Paul Nemyato Bagebole, a pris cette décision dans un arrêté dont une copie est parvenue, samedi 12 juillet, à Radio Okapi.

Ituri: plus de 40% d'enfants n'ont pas étudié à Walendu Bindi. Plus de 40% d'enfants n'ont pas étudié au cours de l'année scolaire 2013-2014, en chefferie de Walendu Bindi, dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Les notables scolaires du coin attribuent cette situation à la persistance de l'insécurité créée par les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) qui entraîne le déplacement permanent des populations.

RDC: le gouvernement appelé à construire de nouveaux bâtiments scolaires à Kisangani. Les syndicats des enseignants et les partenaires éducatifs recommandent au gouvernement de construire de nouveaux bâtiments scolaires, à Kisangani (Province Orientale). Ils ont lancé cet appel, vendredi 11 juillet, à l'issue des activités de la promotion scolaire dans la province éducationnelle 1, dans le chef-lieu de la Province Orientale.

Equateur: début de l'opération de fiabilisation du fichier électoral à Mbandaka. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a lancé, vendredi 11 juillet, l'opération de fiabilisation du fichier électoral, à Mbandaka, à l'issue d'une concertation avec la société civile, les partis politiques, l'Assemblée et le gouvernement provinciaux de l'Equateur. A travers cette opération, elle entend notamment revoir la cartographie des sites électoraux pour rapprocher les électeurs de leurs bureaux de vote et procéder au toilettage des listes électorales pour réduire le taux des électeurs omis.

Kasaï-Oriental: 30 directeurs d'écoles primaires suspendus pour détournement. Le secrétaire général de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Dieudonné Lufunisabo Bunduki, a suspendu samedi 12 juillet environ 30 chefs d'établissements du primaire dans les provinces éducationnelles du Kasaï I, II et III (Kasaï-Oriental). Il leur reproche notamment le détournement des frais de fonctionnement du Programme d'appui au redressement du secteur éducatif (PARSS) dont le montant n'a pas été révélé à la presse.

Mbuji-Mayi : plusieurs quartiers privés d'eau potable depuis 2 semaines. L'eau ne coule plus dans les robinets depuis près de deux semaines dans plusieurs quartiers de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji a déploré cette situation au cours des réunions du gouvernement provincial organisées mercredi 10 et jeudi 11 juillet derniers. Il a promis d'y remédier dans les jours à venir.

Bas-Congo : l'afflux de retournés congolais de Pointe Noire inquiète la société civile. Plus de mille congolais (RDC) vivant dans la ville Pointe-Noire (République du Congo) sont enregistrés chaque jour à la frontière de Kimpangala dans le territoire de Tshela, à près de 300 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo). Ces personnes rentrent depuis le mois d'avril dernier. Le coordonnateur de la société civile du Bas-Congo, Valentin Vangi Ndungi, qui a donné ces statistiques samedi 12 juillet à Radio Okapi, craint le risque de la montée de l'insécurité dans ce territoire. Selon lui, ces retournés ont tenté de brûler les motos et les véhicules, suite à la majoration du prix de transport qui est passé de 50 à 150 dollars américains. La police a pu calmer la situation a-t-il affirmé. Valentin Vangi a demandé l'assistance du gouvernement tant national que provincial pour aider ces refoules à regagner la cité de Tshela avant d'atteindre leurs provinces d'origines. (Radio Okapi)

RDC : le Parc Maïko compte augmenter sa population et favoriser le tourisme. Le parc national de Maïko étendu sur la Province Orientale, le Nord-Kivu et le Maniema va bientôt augmenter sa population et attirer les touristes. Le directeur de l'Institut congolais pour la conservation de la nature de la Province Orientale, Paulin Tshikaya, l'a annoncé à l'issue d'une réunion d'évaluation tenue vendredi 11 et samedi 12 juillet derniers à Kisangani par les autorités de l'ICCN de ces trois provinces. La gestion du parc national de Maïko a repris son cours normal depuis 2012, grâce à un projet de réhabilitation de ce parc mis un place sur financement de la Banque mondiale. Ce projet, le tout premier depuis la création de ce parc en 1970, consistait notamment à lutter contre le braconnage, construire et aménager des bâtiments administratifs et des gîtes touristiques. A cinq mois de sa fin, ce projet a déjà atteint 69 % de son taux d'exécution en Province Orientale, affirme Paulin Tshikaya. Avant ce financement, le parc de Maïko a toujours été en proie à plusieurs groupes armés notamment les Maï-Maï Simba au Maniema, des Maï-Maï du colonel Luc Yabili à Bafwasende ainsi que tant d'autres groupes dans le Nord-Kivu. Leurs activités principales le braconnage et

l'exploitation illégale des minerais. Le parc regorge plusieurs espèces animales notamment le chimpanzé, les gorilles, le paon congolais et l'okapi. (Radio Okapi)

Lundi 14 juillet.

DC : l'Eglise protestante souhaite le rapatriement pacifique des FDLR et des Mbororo. L'Eglise du Christ du Congo (ECC) souhaite le rapatriement pacifique des rebelles rwandais des FDLR et des éleveurs ougandais des Mbororo dans leurs pays d'origine. Les évêques de cette confession religieuse ainsi que des délégués des communautés protestantes du Nord Kivu, du Maniema et de la Province Orientale ont exprimé ce vœu à l'issue d'une réunion tenue le week-end dernier à Kindu. Les participants, parmi lesquels 65 personnes membres des 17 communautés protestantes du Maniema comptent adresser leur demande au gouvernement central. Les membres de l'ECC projettent aussi de rencontrer les communautés de cette église établies au Rwanda pour sensibiliser leurs frères [des rebelles rwandais des FDLR] à rentrer chez eux. (Radio Okapi)

Province Orientale: incursion des militaires dans deux carrières minières de Banalia. La société civile de Banalia dénonce la présence des militaires congolais dans deux carrières minières de ce territoire de la Province Orientale. Ce groupe de quatorze militaires seraient venus de Kisangani. Ils sont notamment accusés de pillages, d'extorsions et de vols.

Nord-Kivu: les frais d'inscription des élèves dans les écoles désormais interdits. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu interdit toute perception de des frais d'inscription des élèves et même ceux relatifs à la confirmation des places pour les anciens dans les écoles privées et officielles. Cette décision est consécutive aux nombreuses plaintes des parents, qui déclarent déboursier entre 10 et 50 dollars américains pour payer ces frais. La ministre provinciale de l'Education, Adèle Bazizane, met donc en garde tous les promoteurs et chefs d'établissements qui iront à l'encontre de cette mesure.

RDC: des Bakata-Katanga regagnent la brousse, deux mois après leur reddition. Une vingtaine de miliciens Bakata Katanga viennent de retourner en brousse après s'être rendus à l'armée congolaise depuis deux mois. A la 61e brigade des Forces armées de la RDC, on reconnaît que ce mouvement de retour a commencé depuis longtemps, que beaucoup parmi ces miliciens ont connu des problèmes d'adaptation, et qu'ils ont eu peur d'être envoyés à la base militaire Kitona (Bas—Congo).

Le prix de l'essence est passé de 2 à 3 USD le litre à Kindu. Le prix du litre d'essence est passé, dimanche 13 juillet, de 2, 6US\$ à 3, 25US\$, soit une augmentation de 60%, à Kindu (Maniema). Des opérateurs économiques attribuent cette situation à la carence de carburant dans les grands dépôts d'essence du chef-lieu du Maniema.

Lubumbashi: début de recouvrement forcé de l'assurance automobile. L'opération de recouvrement forcé de l'assurance automobile a débuté lundi 14 juillet à Lubumbashi (Katanga). Les agents de l'Etat commis à cette opération traquent les véhicules qui ne sont pas passés au contrôle technique et ceux qui n'ont pas de vignette et de taxe de stationnement. Les points de contrôle sont placés sur différentes artères de la ville et plusieurs automobilistes non en règle ont préféré garer leurs véhicules pour échapper à cette opération.

Fizi: les habitants appelés à observer les règles d'hygiène pour prévenir le cholera. L'Inspection provinciale de la Santé du Sud-Kivu appelle les habitants de la localité de Baraka, en territoire de Fizi (Sud-Kivu), à observer les règles d'hygiène pour prévenir le cholera. Il a lancé cet appel, le week-end dernier, lors d'une réunion de réflexion avec les autorités locales de la cité de Baraka. Le chargé de la communication pour la santé au Sud-Kivu, Docteur Claude Bahizire, a plaidé pour l'implication de la communauté pour éradiquer cette épidémie.

Kinshasa : l'Hôtel de ville interdit l'organisation des kermesses dans des écoles. L'organisation des kermesses et autres manifestations foraines est formellement interdite dans des espaces scolaires de toute l'étendue de la ville de Kinshasa. Le gouvernement provincial l'a décidé lundi 14 juillet au cours de son conseil des ministres. Pour le gouvernement provincial, ce genre des manifestations est à la base de plusieurs désagréments tels que le vandalisme des mobiliers scolaires, le bouchage des toilettes et la malpropreté de la cour scolaire.

Examen d'Etat : 58% de réussite à Kinshasa. Cinquante-huit pourcent de réussite ont été enregistrés à l'édition 2014 de l'Examen d'Etat dans la ville province de Kinshasa. C'est le taux de réussite réalisé sur un total de 120 258 finalistes du secondaire de la capitale congolaise. Les résultats de toutes les filières des écoles de Kinshasa ont été annoncés lundi 14 juillet. Ce taux de réussite est en augmentation de 4% par rapport à l'année passée où Kinshasa avait enregistré 54% de réussite.

Katanga : la société Ruashi Mining accusée de polluer des champs à Luano. Plus de deux cents cultivateurs du quartier Luano dans la commune annexe à Lubumbashi (Katanga) accusent l'entreprise minière Ruashi Mining de polluer leurs champs de potager. Ils ont lancé leur cri de détresse lundi 14 juillet aux autorités de la province. Selon eux, pendant la saison de pluie, l'eau entraîne une terre argileuse provenant des remblais des minerais, qui envahi les champs, principaux moyens de survie de cette population. A en croire ces cultivateurs, ces eaux de Ruashi mining empêchent leurs produits de bien croître. Il cite notamment le chou, la tomate, l'oignon et le maïs. Ruashi Mining reconnaît ces accusations et dit avoir déjà proposé une piste de solution aux victimes. Dans sa correspondance du 10 juillet dernier adressé au président du comité des agriculteurs du Quartier Luano, la société Ruashi Mining a reconnu « qu'il est certes vrai que l'eau de pluie argileuse des remblais de Ruashi Mining avait envahi vos champs et que face à cette situation, la société a accepté de se joindre à vous pour trouver une solution durable pour que pareille désagrément ne se répète plus ». Ruashi mining a préconisé de remettre la rivière Luano dans son lit et de creuser des canalisations pouvant orienter les eaux vers la rivière et non vers leurs champs. Quant aux champs touchés par cet incident Ruashi Mining a prévu de mettre des moyens pour les victimes, notamment des intrants agricoles, des semences et fertilisants. Mais cette proposition n'a pas enchanté les cultivateurs qui réclament un dédommagement financier. (Radio Okapi)

Mardi 15 juillet.

RDC : 1 400 combattants FDLR attendus à Kisangani. Mille quatre cents combattants rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et quatre mille deux cents de leurs dépendants sont attendus « prochainement » au Centre technique de bataillons (CTB) à Kisangani. Ce centre aménagé hébergera provisoirement ces rebelles en provenance du Nord et du Sud-Kivu qui ont accepté volontairement de déposer les armes. Ils seront ensuite acheminés vers des pays d'accueil, a précisé le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu chargé des opérations de l'Est de la RDC, le général Abdallah Wafy.

Goma: début du contrôle de permis séjour pour étrangers. La police des étrangers de la Direction générale des migrations (DGM) a lancé mardi 15 juillet à Goma (Nord-Kivu) l'opération de contrôle des permis de séjour pour les étrangers, particulièrement les ressortissants des pays de la région des Grands Lacs. Ceux d'entre eux qui étudient ou travaillent en RDC et ne possèdent pas encore ce document, seront soumis au paiement des amendes, préviennent les responsables de la DGM.

Kinshasa: vers une hausse de prix du transport en commun ? La commission tarifaire du transport en commun indique avoir saisi le gouverneur de la ville de Kinshasa pour convoquer une réunion pour un éventuel réajustement du prix du transport. L'un des membres de cette commission, Henri Lusumbu, indique que cette commission doit se réunir pour statuer sur le prix du transport quand celui de l'essence augmente d'au moins 10%. Depuis la fin de la semaine passée, le litre de l'essence est passé 1 400 à 1 475 francs congolais. Une hausse de 5%.

Sud-Kivu : Deux morts dans un affrontement entre milices Mai-Mai. Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres gravement blessées au cours d'un affrontement entre les milices Mai-Mai Raia Mutomboki et Mai-Mai Kirikicho la nuit du lundi 14 au mardi 15 juillet à Ziralo, à plus de 80 km au sud-ouest de Minova, dans le Sud-Kivu. Selon le président de la société civile locale, Kakuru Butumike, l'absence de l'armée dans ce groupement est à la base des exactions commises par ces forces négatives. Il demande au gouvernement de s'occuper de la sécurisation de cette zone pour le bien de ses habitants.

Katanga : la Société civile du Tanganyika accuse les forces de sécurité de tracasseries. La société civile du Tanganyika (Socitang), dans le Katanga, accuse les forces de sécurité d'être la source de plusieurs cas de tracasseries. L'armée, de son côté, dédouane ses hommes et pointe du doigt la Police de circulation routière (PCR). Quant à la police, elle dit poursuivre ses enquêtes avant de se prononcer sur ces allégations de tracasseries.

Kasaï-Oriental: paralysie des activités économiques à Mwene-Ditu. Les activités économiques sont paralysées depuis plusieurs jours dans la ville de Mwene-Ditu à environ 130 km au sud de Mbuji-Mayi. Les opérateurs économiques locaux n'ont pas ouvert leurs établissements, protestant contre les «tracasseries» de la Direction provinciale des Recettes (DPR).

Kasaï-Oriental : des voleurs armés opèrent à Bipemba. Plusieurs cas de vols armés sont enregistrés depuis environ trois mois dans la commune de Bipemba dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Dans la nuit de lundi à mardi dernier, des hommes armés non identifiés ont cambriolé plusieurs maisons du quartier Ngeleka Kanguvu, ont déploré les habitants qui ont indiqué que ces hommes armés ont emporté de l'argent et d'autres biens de valeur.

RDC : lancement du projet de construction des parcs agro-industriels. Le président de la République, Joseph Kabila, a officiellement lancé mardi 15 juillet à Bukanga Lonzo (Bandundu), le projet de construction des parcs agro-industriels qui devront être implantés dans toutes les provinces de la RDC. « Avec le lancement aujourd'hui du premier parc agro-industriel pilote de Bukanga Lonzo, le gouvernement de la République tend à passer à la vitesse supérieure dans la relance du secteur agricole de notre pays », a affirmé Jean-Chrysostome Vahmwiti. Le parc de Bukanga Lonzo est un projet pilote. Le gouvernement compte multiplier ces projets sur toute l'étendue de la RDC, a précisé le ministre. A en croire la même source, les parcs agro-industriels vont également créer un système efficace de production alimentaire qui permettra à la majorité de Congolais d'avoir accès à une alimentation équilibrée. « La RDC dispose d'un énorme potentiel agricole avec au moins 80 millions d'hectares de terres arables. Une diversité climatique et un réseau hydrographique permettant à la RDC de développer une variété de culture », a ajouté Jean-Chrysostome Vahmwiti. Pour le ministre, ce projet devra également permettre à la RDC de satisfaire les besoins de consommation intérieure et de devenir un important exportateur des produits alimentaires à moyen terme. « Le niveau de production agricole reste actuellement très bas et ne permet pas de freiner la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Cela parce que les agriculteurs pratiquent une agriculture de subsistance », a déploré le ministre de l'Agriculture. Jean-Chrysostome Vahmwiti a souhaité que cette agriculture soit « modernisée en vue d'accroître la productivité pour répondre au défi de l'insécurité alimentaire ». Environ six millions d'enfants congolais âgés de moins de cinq ans souffrent de la malnutrition aiguë, selon le rapport du plan national d'investissement agricole publié en mars dernier. (Radio Okapi)

Kinshasa : des débordements constatés après la publication des résultats de l'Examen d'Etat. Après la publication des résultats de l'Examen d'Etat, plusieurs lauréats de l'édition 2014 se sont livrés à des comportements excessifs. Certains se sont déversés toute la nuit dans les artères de la capitale-sur des motos ou perchés sur des voitures roulant à vive allure-avec beaucoup de tapage. Des actes qui ont privé le sommeil aux habitants de beaucoup de quartiers. D'autres ont rempli les bars où ils se sont enivrés de bière. Et pourtant la veille, une communiqué du gouvernement provincial de Kinshasa mettait en garde les lauréats contre tout débordement sur la voie publique.

Téléphonie : le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda abolissent leurs frontières-Jeune Afrique. À partir du 1er septembre prochain, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda vont abolir les frontières existant entre eux, en matière de téléphonie. Les trois États ont lancé, le 08 juillet dernier, en marge du 6e sommet "Intégration du corridor nord", l'initiative "One-network-ara". En vertu de cet accord – qui devrait être étendu au Soudan du Sud à partir du 31 décembre 2014 – les appels téléphoniques entre ces pays seront facturés au coût des communications locales. De même, les coûts de roaming seront supprimés entre les quatre États parties de cette convention. Plus concrètement, cela signifie que les abonnés au téléphone mobile circulant à travers ces pays bénéficieront des mêmes tarifs de communication que ceux appliqués pour les communications locales dans le pays de visite. Baisse de 60 % des couts de communication. Selon le communiqué publié sur le site du gouvernement rwandais, "les opérateurs de téléphonie mobile devront renégocier leurs accords bilatéraux pour assurer la mise en œuvre complète de l'accord aux dates indiquées". Toujours selon la même source, l'application de cette mesure devrait entraîner une baisse moyenne de 60% des coûts de communication entre les pays membres de l'accord, "ce qui devrait accroître les échanges et le commerce transfrontaliers" dans cette région. (Radio Okapi)